

Un historien dans son siècle. L'engagement politique de Jacques Pirenne durant l'entre-deux-guerres en Belgique

Quentin ARRIGONI
Université Saint-Louis-Bruxelles

L'historiographie n'accorde que peu d'attention à la thématique de l'engagement politique de l'historien. En effet, si l'intellectuel engagé et l'engagement intellectuel ont été des sujets régulièrement traités, notamment pour les écrivains⁽¹⁾, ce n'est pas le cas pour l'historien. Néanmoins, quelques publications démontrent que cette question intéresse de plus en plus de chercheurs. En 2003, l'historien français Olivier Dumoulin publie le livre *Le rôle social de l'historien : de la chaire au prétoire* où il dresse l'évolution du rôle social de l'historien durant les XIX^e et XX^e siècles ⁽²⁾. En 2016, sur la base de sa thèse de doctorat, l'historienne néerlandaise Carla du Pree s'intéresse également à l'engagement politique de l'historien, et plus particulièrement au rôle d'intellectuel public du célèbre historien néerlandais Johan Huizinga dans *Johan Huizinga en de bezeten wereld. De rol van de publieke intellectueel tussen twee wereldoorlogen*⁽³⁾. Plus récemment encore, en 2019, l'historien allemand Stefan Berger a édité un livre collectif nommé *The Engaged Historian. Perspectives on the Intersections of Politics, Activism and the Historical Profession* où les différents contributeurs s'interrogent d'une part, sur l'influence des historiens sur les leaders politiques et d'autre part, sur l'engagement politique des historiens par rapport aux conflits de leur temps⁽⁴⁾.

Le vide historiographique est encore plus éloquent en ce qui concerne la Belgique puisqu'assez peu de chercheurs se sont intéressés à la question. En 1981, l'historien belge Hervé Hasquin publie l'ouvrage *Historiographie et politique. Essai sur l'histoire de Belgique et de la Wallonie* (Charleroi, Institut Jules Destrée) consacré aux rapports entretenus entre l'écriture de

(1) Voir par exemple : Thierry LAURENT, *Le Roman français au croisement de l'engagement et du désengagement*, Rennes-Paris, L'Harmattan, 2015 ; François LUCBERT & Richard SHRYOCK, *Gustave Kahn : un écrivain engagé*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013 ; Cécile VANDERPELEN-DIAGRE, *Écrire en Belgique sous le regard de Dieu : la littérature catholique belge dans l'entre-deux-guerres*, Bruxelles, Complexe, 2004.

(2) Muriel LE ROUX, « Compte-rendu de Olivier DUMOULIN, *Le rôle social de l'historien : de la chaire au prétoire*, Paris, Albin Michel, 2003 », dans *La revue pour l'histoire du CNRS* [en ligne], t. 9, 2003, <https://journals.openedition.org/histoire-cnrs/422> (16 septembre 2019), date de la consultation.

(3) Geneviève WARLAND, « Compte-rendu de Carla DU PREE, *Johan Huizinga en de bezeten wereld. De rol van de publieke intellectueel tussen twee wereldoorlogen*, Leusden, ISVW Uitg., 2016 », dans *Revue belge de Philologie et d'Histoire*, t. 95, 2017, 4, p. 1095-1099.

(4) Emmy CÔTÉ, « Compte-rendu de S. BERGER, éd., *The Engaged Historian. Perspectives on the Intersections of Politics, Activism and the Historical Profession*, New York-Oxford, Berghann Books, 2019 (Making Sense of History Book, 37) », dans *Canadian Journal of Action Research*, t. 19, 2018, 3, p. 95-98.

l'histoire et la politique durant les XIX^e et XX^e siècles. En 2002, Marnix Beyen publie *Oorlog en verleden : nationale geschiedenis in België en Nederland* (Amsterdam, Amsterdam University Press) où il s'intéresse, en temps de guerre, au processus d'écriture de l'histoire nationale en Belgique et aux Pays-Bas. Els Witte s'est également emparée du sujet avec deux publications sur les historiens belges datant respectivement de 2007 et 2009. Hormis ces deux contributions, peu d'ouvrages sont à souligner. Avec Paul Aron, Marnix Beyen épingle d'ailleurs deux causes du retard belge : la situation linguistique belge qui a souvent empêché les historiens d'avoir du succès partout dans le pays, et donc de disposer d'assez de pouvoir symbolique à retranscrire dans le champ politique, ainsi que le relatif désintérêt des intellectuels belges vis-à-vis de la situation internationale qui a freiné l'apparition des recherches⁽⁵⁾.

C'est donc cette lacune qui a influencé l'émergence de cette étude sur l'engagement politique d'un historien. Quant au choix de s'intéresser plus particulièrement à Jacques Pirenne, il découle d'un autre vide historiographique éloquent. Alors que le fils de l'illustre Henri Pirenne incarne véritablement la figure de l'historien engagé durant l'entre-deux-guerres parmi les mouvements belgicistes et unitaires, il doit presque exclusivement sa célébrité à son rôle de secrétaire du roi lors de la Question royale (1945-1951), agissant plus en tant qu'« avocat » de Léopold III qu'en historien. En 1977, lorsque l'historien belge Luc Schepens rédige un compte-rendu de la publication des *Mémoires et notes politiques* de Jacques Pirenne, il ne parle pratiquement que de la partie de l'ouvrage concernant la Question royale et la désigne comme « la plus intéressante »⁽⁶⁾ alors que les mémoires de Jacques Pirenne couvrent la totalité de son engagement politique durant l'entre-deux-guerres. Le rôle de Pirenne lors de la Question royale est au demeurant bien connu puisqu'au-delà des ouvrages consacrés à cette période cruciale, un mémoire a été rédigé sur l'activité de Jacques Pirenne entre mai et septembre 1945⁽⁷⁾.

Chantre de la Belgique unitaire, Jacques Pirenne a régulièrement mêlé son métier d'historien à l'Université libre de Bruxelles à ses activités politiques, au-delà de sa profession d'avocat à la Cour d'Appel de Bruxelles. Comme le souligne assez justement Luc Schepens, lorsqu'on lit les mémoires de Pirenne, il est frappant de constater à quel point l'historien essaie d'appliquer les théories historiques de son père aux problèmes politiques de son temps, s'opposant alors régulièrement aux revendications du mouvement flamand⁽⁸⁾.

(5) Els WITTE, « Pioniers en pionierswerk. De Belgische contemporaine vakgeschiedenis tussen 1890 en het midden van de jaren 1950 », dans Guy VANTEMSCHE, Machteld DE METSENAERE & Jean-Claude BURGELMAN, éds, *De Tuin van Heden. Dertig jaar wetenschappelijk onderzoek over de hedendaagse Belgische samenleving*, Bruxelles, VUBpress, 2007 ; EAD., *Voor vrede, democratie, wereldburgerschap en Europa : Belgische historici en de naoorlogse politiek-ideologische projecten (1944-1956)*, Kapellen, Pelckmans, 2009 ; Paul ARON & Marnix BEYEN, « L'histoire des intellectuels en Belgique. Spécificités locales et actualités de la recherche », dans Jean-François SIRINELLI & Michel LEYMARIE, éds, *L'histoire des intellectuels aujourd'hui*, Paris, Presses universitaires de France (PUF), 2003, p. 409-425.

(6) Luc SCHEPENS, « Compte-rendu de PIRENNE, J., *Mémoires et notes politiques*, Verviers, 1975 », dans *Revue belge de Philologie et d'Histoire*, t. 55, 1977, 1, p. 157-161.

(7) Stevie VANDIJCK, *Jacques Pirenne, het janusgezicht van een historicus. Een analyse van handelingen en activiteiten tijdens de ontlukende koningskwesitie (mei-september 1945)*, Katholieke Universiteit Leuven, 2010 (Mémoire de master en Histoire).

(8) L. SCHEPENS, « Compte-rendu », *op. cit.*, p. 158.

À cet égard, Jacques Pirenne est marqué par son expérience lors de la Première Guerre mondiale : sur le front puis en exil, le jeune historien y voit l'image d'une Belgique unie et d'une Flandre bilingue, héritée de son père Henri Pirenne, écornée par les revendications grandissantes du nationalisme flamand. En partant de ce double constat, l'objectif de cet article sera de comprendre dans quelle mesure les croyances de Jacques Pirenne en une Belgique forte et unie et en une Flandre bilingue ont pu influencer son engagement politique en tant qu'historien durant l'entre-deux-guerres. Pour ce faire, le plan de l'article se décomposera en trois parties. Tout d'abord, nous replacerons Jacques Pirenne dans un contexte plus large en procédant à une analyse de réseaux parmi les principaux groupes et institutions dans lesquels Pirenne siège lors de son engagement politique. Cela permettra d'esquisser le « microcosme » politique et intellectuel parmi lequel l'historien évolue, et de mieux saisir ses préoccupations et intérêts. Après avoir replacé Pirenne dans un contexte plus large, nous nous intéresserons aux interactions entre le processus d'écriture de l'histoire et le projet politique défendu par l'historien. Avec des concepts théoriques issus de l'historiographie, nous comprendrons comment, en tant qu'historien, Pirenne a tenté d'influencer la conception d'une Belgique unie et d'une Flandre bilingue. Enfin, dans la dernière partie, nous décrypterons son engagement politique concret à travers le prisme de l'« historien-expert »⁽⁹⁾ afin de mesurer l'impact de sa parole sur son positionnement dans le champ politique.

La question des réseaux : un éclairage sur les idéaux politiques de Jacques Pirenne

Avant de se lancer dans une analyse plus détaillée de l'engagement politique de Jacques Pirenne en tant qu'historien, il convient de le replacer dans une dynamique plus globale. En effet, dans le cadre de cet article, nous postulons que la théorie des réseaux constitue une réelle plus-value et apporte un point de vue tout à fait éclairant par rapport aux conceptions politiques et l'engagement de l'historien. De plus, cette démarche permet de replacer Pirenne dans un contexte plus large avant de s'intéresser à son engagement individuel. Pour définir les réseaux de Pirenne, les archives le concernant sont analysées à la lumière des concepts théoriques de Jean-François Sirinelli, et en particulier les structures de sociabilité et de génération dans sa théorie des réseaux⁽¹⁰⁾.

(9) Le terme est emprunté à Pieter Lagrou et désigne l'historien comme la personne appelée dans les médias, les gouvernements, les tribunaux afin de donner son avis en vertu de son expertise académique. Pieter LAGROU, « Ou comment se constitue et se développe un nouveau champ disciplinaire », dans *La Revue du CNRS*, t. 19, 2003, <https://journals.openedition.org/histoire-cnrs/561#tocto1n5> (13 décembre 2020), date de la consultation.

(10) Dans sa théorie des réseaux lors d'un engagement politique, Jean-François Sirinelli met en avant deux types de structures. La première structure est celle de sociabilité : c'est un « groupe(ment) permanent ou temporaire, quel que soit son degré d'institutionnalisation, auquel on choisit de participer ». Les groupes de pression sont par exemple une structure de sociabilité. La seconde est celle de génération : pour Sirinelli, une génération n'est pas tant l'âge qu'un événement marquant qui marque une génération d'individus dont l'esprit était « vierge d'empreintes antérieures essentielles ». Ces deux types de structures influencent alors l'engagement politique d'une personne. Sources : Jean-François SIRINELLI, éd., *Génération intellectuelle : effets d'âge et phénomène de générations dans le milieu*

Les structures de sociabilité servent de base pour définir les personnes faisant partie du réseau de Jacques Pirenne lors de son engagement politique. Dans le cas présent, quatre ensembles sont retenus : le Comité de Politique nationale (et, en parallèle, l'éphémère Parti national populaire), la Ligue nationale pour l'Unité belge (anciennement appelée Ligue nationale pour la Défense de l'Université de Gand et la liberté des langues⁽¹¹⁾), la revue *Le Flambeau* et l'Université libre de Bruxelles. Ce sont les quatre principales structures au sein desquelles l'historien a été le plus actif durant son engagement politique : au-delà des archives, cela peut notamment être déduit à travers les mémoires et notes politiques Jacques Pirenne⁽¹²⁾. Le CPN et la Ligue nationale sont des réseaux strictement politiques alors que *Le Flambeau* et l'ULB sont des réseaux intellectuels. Cependant, se contenter de simplement répertorier les personnes qui ont fait partie de ces structures biaiserait quelque peu l'analyse, car cela ne garantit pas qu'elles aient été proches de l'universitaire. C'est là où la richesse des archives conservées se révèle particulièrement utile puisque l'abondante correspondance qui s'y trouve permet d'évaluer les relations entretenues par Jacques Pirenne avec ces différentes personnes⁽¹³⁾.

Afin de définir le socle de personnes composant les réseaux de Pirenne dans notre approche par sociabilité, nous ne retenons ici que les relations « sourcées », montrant une proximité entre Pirenne et son interlocuteur. Cette méthodologie permet de se départir de l'approche structurale et de circonscrire ses relations réelles, sans éluder la question de l'amitié⁽¹⁴⁾. Le panorama final n'a cependant pas la prétention d'être exhaustif : il est possible que certaines relations aient existé sans pour autant être « sourcées ». Par exemple, au Parti national populaire, le comte Adrien van der Burch⁽¹⁵⁾ n'apparaît jamais dans

intellectuel français, Paris, CNRS, 1987 (Les cahiers de l'Institut de l'Histoire du temps présent, 1987), p. 6-9 ; Jean-François SIRINELLI, *Génération intellectuelle : khâgneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Paris, PUF, 1994 (Quadrige, 160), p. 12.

(11) La Ligue nationale pour la Défense de l'Université de Gand et de la liberté des langues est renommée Ligue nationale pour l'Unité belge le 20 juin 1925. Maria DE WAELE, « Ligue nationale pour l'Unité belge », dans *NevB online*, https://nevb.be/wiki/Ligue_nationale_pour_l%27unit%C3%A9_belge, (29 septembre 2019), date de la consultation.

(12) Jacques PIRENNE, *Mémoires et notes politiques*, Verviers, Marabout, 1975.

(13) Pour l'entre-deux-guerres, la correspondance de Pirenne se trouve essentiellement dans les numéros 5570, 5577, 5579, 5584, 5586 et 5588 de Bruxelles, Archives générales du Royaume (AGR), Het conglomeraatsarchief van de Raad van Vlaanderen, het Propagandabureau, Nationaal Verweer, de Nationalen Bond voor de Belgische Eenheid, Jacques Pirenne en Henri Pirenne (1908-1939) [désormais « Het conglomeraatsarchief van de Raad van Vlaanderen »]. Dans Bruxelles, Archives de l'Université libre de Bruxelles (ULB), Fonds Jacques Pirenne, on retrouve également de la correspondance, en particulier dans les dossiers « Correspondance scientifique (1936-1940) » et « La Réforme de l'État, conférences et articles (1921-1939) ».

(14) Jean-François Sirinelli appelle à prendre en compte la sympathie, l'amitié, la rivalité, l'hostilité, la rancune ou encore la jalousie dans ses structures de sociabilité afin de dresser ces réseaux, ces « microcosmes intellectuels » et de mieux comprendre comment se forme un comité ou une direction de revue, par exemple. Dans J.-F. SIRINELLI, *Génération intellectuelle : khâgneux*, op. cit., p. 12.

(15) Le comte Adrien van der Burch (1877-1954) est un noble belge. Il devient une figure majeure des mouvements nationalistes belges du début des années 1920. Il est commissaire général de l'Exposition universelle et internationale de Bruxelles (1935). *Adrien van der Burch*, dans *Bnf.fr*, https://data.bnf.fr/16758540/adrien_van_der_burch/ (17 novembre 2020), date de la consultation.

les archives de Jacques Pirenne, contrairement à Pierre Nothomb⁽¹⁶⁾ où, dans sa correspondance, Pirenne fait explicitement allusion à la relation cordiale qui les unit⁽¹⁷⁾. Ce cas de figure se pose également dans les autres structures où certaines relations sont impossibles à établir⁽¹⁸⁾ : plutôt que de les imaginer, nous préférons nous concentrer sur celles qu'il est possible de retracer.

En croisant la correspondance de Jacques Pirenne, les archives relatives aux structures de sociabilité et diverses ressources biographiques, il est possible de faire émerger un réseau composé de dix-sept personnes. Afin d'en faire une analyse complète, deux tableaux ont été construits. Le premier (*annexe 1*) reprend une fiche d'identité pour chacune des personnes : nom, prénom, année de naissance, lieu de naissance, région de naissance, langue maternelle, orientation politique, principale(s) activité(s) et diplôme. Quant au second (*annexe 2*), il inventorie les liens que ces personnes entretiennent avec les différentes structures de sociabilité ainsi qu'avec la Flandre, lieu de naissance de Pirenne, et Bruxelles, son lieu de résidence. L'analyse est multifactorielle car elle s'intéresse aussi bien aux structures de sociabilité qu'aux effets générationnels, aux facteurs géographiques ou encore sociologiques. Afin de disposer d'une représentation visuelle qui montre les liens logiques et les caractéristiques des réseaux autour de Jacques Pirenne, le choix s'est porté sur des diagrammes de Venn. Dans un souci de lisibilité, plusieurs ensembles sont employés. Les deux premiers reprennent les données d'identité du premier tableau (*annexe 1*) :

Fernand Neuray

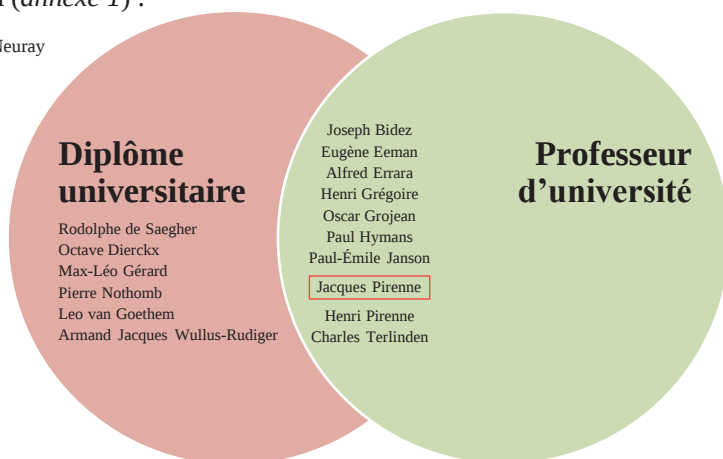


Figure 1 – Diagramme de Venn des réseaux : aspect universitaire

(16) Pierre Frédéric Albert Nothomb, dit baron Nothomb (1887-1966), est un écrivain et homme politique belge. Issu de la célèbre famille Nothomb, il est diplômé de droit l'Université catholique de Louvain [UCL]. En 1918, il fonde le Comité de Politique nationale puis l'Action nationale, groupe de droite extrême nationaliste, en 1924. A partir de 1930, il rejoint le Parti catholique belge. Pierre STÉPHANY, « Nothomb, Pierre, Frédéric, Albert », dans *Nouvelle Biographie nationale*, publiée par l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique (désormais *Nouvelle biographie nationale*), t. 12, 2014, p. 226-229.

(17) AGR, Het conglomeraatsarchief van de Raad van Vlaanderen, 5579 : dossier « Comité de Politique national. (mon action) » (1919-1925), Lettre de Jacques Pirenne à Pierre Nothomb, Bruxelles, 15 novembre 1923.

(18) Dans ses réseaux politiques et intellectuels, Jacques Pirenne côtoie par exemple Jules Bordet, Herbert Speyer et Robert Werner. Cependant, dans l'état actuel de la documentation, il y a un manque d'interactions entre Pirenne et ces personnes.

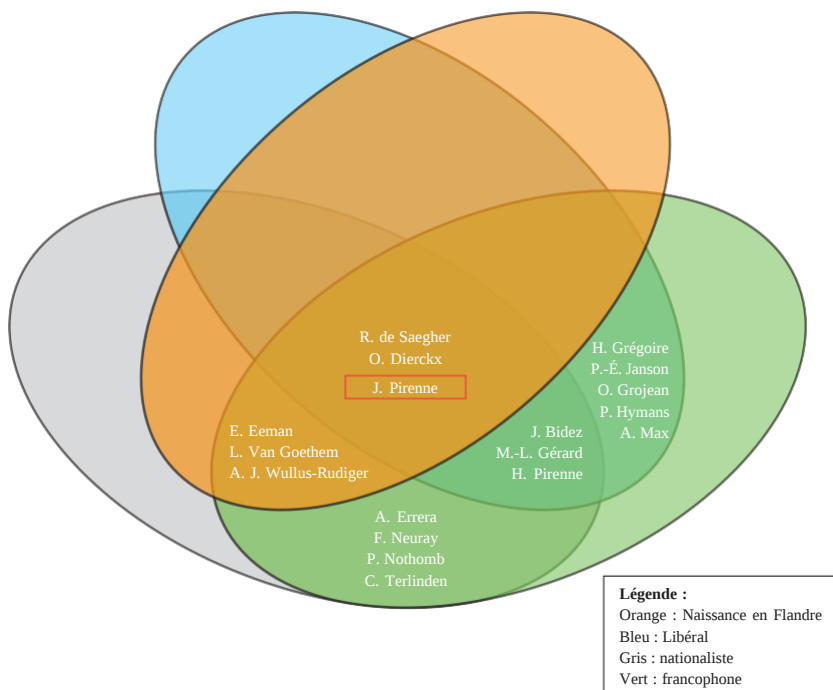


Figure 2 – Diagramme de Venn des réseaux : naissance, langue et orientation politique

Comme l'indiquent les deux diagrammes, ce qui caractérise véritablement les réseaux de Jacques Pirenne durant son engagement politique, c'est d'une part, l'aspect universitaire et d'autre part, la langue française. L'aspect politique revêt également une certaine importance puisque chaque personne répertoriée est soit libérale, soit belge, c'est-à-dire en faveur de l'unité de l'État belge au détriment de l'autonomie régionale et communautaire. Au niveau générationnel, il est possible de retrouver deux grands groupes (*annexe 1*). La première génération est celle plutôt apparentée à son père Henri Pirenne et qui est née entre 1856 et 1874. Celle-ci a été habituée à une Belgique unitaire et a connu l'apogée des tensions entre catholiques et libéraux, notamment durant la Première guerre scolaire (1879-1884). Cette génération est âgée d'au moins 40 ans lorsque la Première Guerre mondiale éclate et elle a donc connu d'autres événements marquants qui ont façonné sa pensée ⁽¹⁹⁾. Apparentée à Jacques Pirenne, la seconde génération, née entre 1875 et 1893, est âgée de 21 à 39 ans lors de l'invasion de la Belgique par les Allemands et n'a pas véritablement connu la guerre scolaire.

Les diagrammes suivants reprennent les données du second tableau en annexe (*annexe 2*). De manière similaire à l'analyse des données du premier tableau, deux diagrammes sont employés dans un souci de visibilité et de cohérence. Le premier est basé sur les « liens géographiques » alors que le second représente les liens entretenus par le réseau de Jacques Pirenne avec les différentes structures de sociabilité retenues :

(19) J.-F. Sirinelli donne l'exemple de « l'événement marquant » dans son ouvrage pour définir une génération. Voir J.-F. SIRINELLI, éd., *Génération intellectuelle*, op. cit., p. 9.

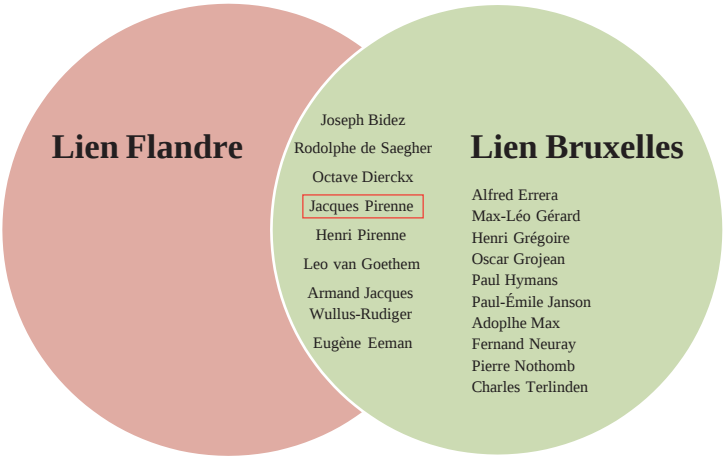


Figure 3 – Diagramme de Venn des réseaux de Jacques Pirenne :
liens géographiques

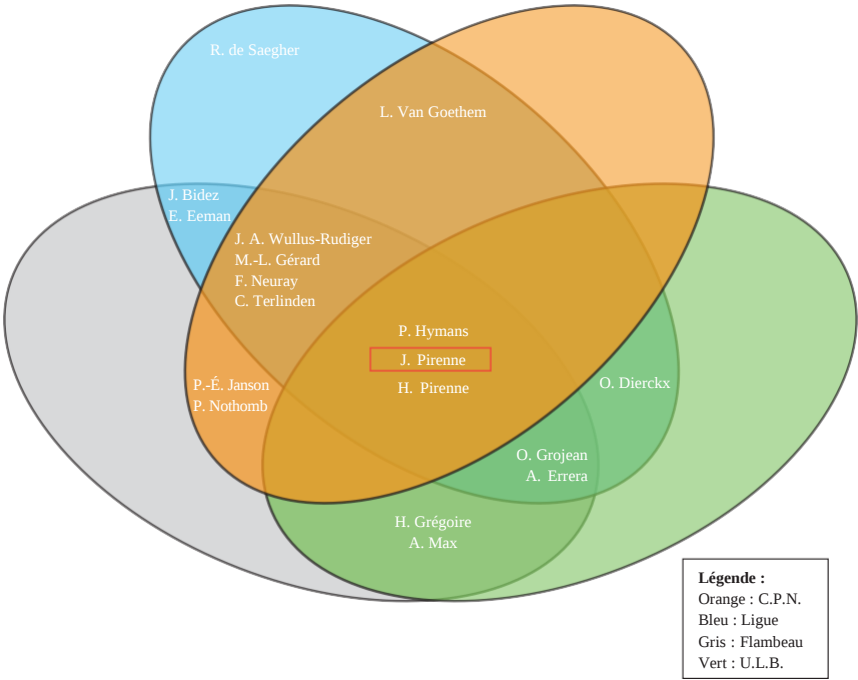


Figure 4 – Diagramme de Venn des réseaux de Jacques Pirenne :
liens avec les structures de sociabilité

Au niveau géographique, Bruxelles semble être le véritable lieu de rencontre du réseau de Jacques Pirenne puisque chacune des personnes retenues entretient un lien avec la capitale belge : par la naissance, la résidence, les études ou la carrière professionnelle. Ceci ne paraît pas si étonnant puisque Jacques Pirenne y habite et travaille durant l'entre-deux-guerres. En excluant ce dernier, il est également possible de constater que sept des personnes retenues ont un lien avec la Flandre. Cela signifie que l'ensemble du réseau de Pirenne a été confronté au bilinguisme et/ou à la diglossie⁽²⁰⁾. Le second diagramme montre qu'à l'exception de Rodolphe de Saegher, aucune des personnes composant le réseau de Jacques Pirenne ne fut présente que dans une seule structure de sociabilité. En outre, chaque personne se situe soit dans l'ensemble de la Ligue nationale pour l'Unité belge, soit dans l'ensemble de la revue *Le Flambeau*. Treize des dix-sept personnes retenues entretiennent un lien avec la Ligue nationale en tant que simple sympathisant, adhérent ou dirigeant. Quant au *Flambeau*, quatorze personnes sont liées à la revue en tant que collaborateur, membre du comité rédactionnel ou membre du comité directeur. Enfin, il est à noter que seules deux personnes sont reliées aux quatre structures de sociabilité : son père, Henri Pirenne, et l'homme politique libéral Paul Hymans. Cependant, le cas de ce dernier doit être relativisé : s'il a signé le manifeste originel du Comité de Politique nationale⁽²¹⁾, il n'a pas suivi le mouvement lors de sa transformation en parti politique. Quant à la Ligue, s'il a été présent en tant que sympathisant lors d'un banquet organisé par le groupe de pression⁽²²⁾, il s'est rapidement retrouvé en conflit avec Pirenne lors de la question gantoise⁽²³⁾.

Cette caractérisation des réseaux de Jacques Pirenne permet d'avancer quelques pistes explicatives quant aux motivations de son engagement politique en tant qu'historien. Tout d'abord, comme nous le verrons par la suite, il n'est pas si étonnant que l'historien défende une Belgique unitaire et une Flandre bilingue puisqu'il évolue essentiellement dans une sphère sociologique francophone, faisant partie des élites, en faveur de l'unité de l'État belge et attachée aux libertés individuelles et linguistiques par son ancrage libéral. De plus, chacun de ces francophones est habitué au bilinguisme et à la diglossie. Henri Grégoire, proche collègue de Pirenne à l'Université

(20) Terme sociolinguistique du linguiste américain Charles A. Ferguson qui désigne traditionnellement la coexistence et l'usage de deux langues au sein d'une communauté où l'une est associée aux fonctions de prestige (variété « haute ») et l'autre à la vie quotidienne (variété « basse »). En Flandre, ceci se traduit par un usage par l'élite du français lors d'activités professionnelles, d'un repas entre amis ou de réunions, et un usage du néerlandais avec le personnel subalterne. La notion fut affinée lors d'études plus récentes, remettant en cause le caractère stable et complémentaire de cette relation entre variété haute et basse. Andrée TABOURET-KELLER, « À propos de la diglossie. La malencontreuse opposition entre « haute » et « basses » : ses sources et ses effets », dans *Langage et société*, n° 118, 2006, 4, p. 109-128.

(21) *Tract du Comité de Politique nationale* (Bruxelles, 25 mars 1919), dans *Bibliotheca Andana*, <http://www.bibliotheca-andana.be/wp-content/uploads/2011/08/1919-03-25.pdf> (18 décembre 2018), date de la consultation.

(22) AGR, Het conglomerataatsarchief van de Raad van Vlaanderen, 5585, Membres du banquet de la Ligue, s.l.n.d. [1923].

(23) Paul HYMANS, Frans VAN KALKEN & John BARTIER, éd., *Mémoires : Paul Hymans*, t. 2, Bruxelles, Institut de Sociologie Solvay, 1957, p. 619.

libre de Bruxelles et avec qui il dirige la revue *Le Flambeau* durant quelques années, est d'ailleurs lui-même dans une situation de diglossie puisqu'il parle le français avec ses parents et l'allemand avec sa gouvernante⁽²⁴⁾. Si Jacques Pirenne a conscience des revendications flamandes, l'historien évolue dans un microcosme intellectuel francophone, unitaire et bilingue : conjugué à l'adhésion de Jacques Pirenne aux théories historiques de son père, ceci a pu influencer un engagement et une production au service d'une Belgique strictement unitaire et d'une Flandre bilingue, comme analysé dans les pages suivantes. De plus, Jacques Pirenne évolue au sein d'une élite francophone : or, celle-ci est bousculée durant l'entre-deux-guerres avec l'émergence d'une élite néerlandophone concurrente qui remet en cause sa prééminence⁽²⁵⁾. Ce rapport à l'élite et au pouvoir est matérialisé par Bruxelles, capitale francisée de la Belgique et principal lieu du pouvoir politique, économique et intellectuel⁽²⁶⁾. Pour défendre cet idéal unitariste, deux générations se rencontrent au sein de ces structures de sociabilité : celle de son père, Henri Pirenne, des unitaristes francophones bousculés par les revendications flamandes et qui se rangent derrière la thèse d'une nation belge remontant aux ducs de Bourgogne (XV^e siècle)⁽²⁷⁾, et celle de Jacques Pirenne, des unitaristes plus tardifs qui ont été durablement marqués par la Première Guerre mondiale⁽²⁸⁾ et qui ont tous adhéré au Comité de Politique nationale.

(24) Alice LEROY-MOLINGHEN, « Grégoire (Clément Gustave Henri) », dans *Biographie nationale*, Bruxelles, Académie royale de Belgique (désormais *Biographie nationale*), t. 44, 1985, col. 555.

(25) Céline PRÉAUX, *La fin de la Flandre belge ?*, Waterloo, Avant-propos, 2011, p. 73-80.

(26) Bruxelles s'est progressivement francisée au fil du XIX^e siècle et du XX^e siècle. La francisation de Bruxelles s'est accélérée à partir de 1930, tandis que la Flandre devenait (de plus en plus) unilingue. Parallèlement à cette francisation, en plus des institutions politiques et intellectuelles qui siègent à Bruxelles, de plus en plus d'holdings francophones se sont installés dans la capitale entre 1870 et 1930 : ceux-ci concentraient le pouvoir économique. Antoon ROOSENS, « Een Franse Kwestie in Vlaanderen », dans Lionel DEFLO & Stefaan VAN DEN BREMPT, éd., *Moeder Vlaanderen en haar Franse kinderen*, Wevelgem, Kreatief, 1982 (Kreatief : driemaandelijks literair- en kunstkritisch tijdschrift, 16/4), p. 32-34.

(27) Les thèses de Pirenne sont en effet au summum de leur popularité entre 1899 et 1914 et sont abondamment reprises par différents historiens et universitaires. En 1899, Paul Hymans est d'ailleurs un des premiers à reprendre la thèse de Pirenne concernant la nation belge. Hervé HASQUIN, *Historiographie et politique. Essai sur l'histoire de Belgique et de la Wallonie*, Charleroi, Institut Jules Destrée, 1981 (Institut Jules Destrée. Études et Documents, 17), p. 55-63.

(28) En incluant Jacques Pirenne lui-même, cinq des personnes faisant partie de cette génération parmi le « réseau Pirenne » ont vécu la guerre en exil. En France, Leo Van Goethem et Pierre Nothomb se livrent déjà à de la propagande anti-flamingante alors que Pirenne et Wullus-Rudiger déclarent être dégoûtés de l'activisme et des revendications flamandes extrêmes lors de leur expérience de guerre. Willem VAES, « 'Zoen mij met een zoen van geilheid' : over het onvindbare *Zondige Vleesch* (1910) van van Goethem », dans *rond1900.nl*, <http://rond1900.nl/?p=22267>, 16 avril 2017 (1^{er} novembre 2019), date de la consultation ; Pierre STÉPHANY, « Nothomb, Pierre, Frédéric, Albert », dans *Nouvelle Biographie nationale*, t. 12, 2014, p. 227 ; J. PIRENNE, *Mémoires et notes*, op. cit., p. 61-104 ; Hendrik D. MOMMAERT & Luc VANDEWEYER, « Wullus, Armand », dans *NEVB online*, https://nevb.be/wiki/Wullus,_Armand, 1^{er} novembre 2019 (date de la consultation).

Écrire l'histoire à la lumière de ses convictions ?

Après avoir jeté un premier éclairage sur les idéaux politiques de Jacques Pirenne à travers la théorie des réseaux, il convient désormais d'analyser de quelle manière ses convictions se traduisent dans son œuvre historique. Parmi celle-ci, trois niveaux de production semblent se détacher. Le premier consiste en une production universitaire au sens strict du terme. Ce sont des recherches qui ont trait à l'Égypte et l'Orient antiques et qui sont produites dans le cadre de l'Université libre de Bruxelles, d'institutions de recherche ou de périodiques spécialisés : l'Institut de philologie et d'histoire orientales et slaves de l'ULB⁽²⁹⁾, la Fondation égyptologique Reine Élisabeth, la Société Jean Bodin pour l'histoire comparée des institutions ou encore les Archives d'Histoire du Droit oriental⁽³⁰⁾. Ces travaux sont strictement séparés de son activité politique et ne sont jamais employés dans le cadre des groupes de pression dont il fait partie. Le deuxième niveau de production peut être qualifié de production « para-universitaire ». Si elle n'est pas directement liée aux activités de recherche de Pirenne, elle respecte globalement les critères de la science historique : emploi des sources et respect de la critique historique. Plus proche de la vulgarisation scientifique que de la véritable recherche historique, ces travaux reviennent régulièrement dans les archives de Pirenne liées à son engagement politique⁽³¹⁾. Par contre, ils ne sont pas mentionnés dans l'article consacré à Jacques Pirenne dans l'*Annuaire de l'Académie royale de Belgique* ⁽³²⁾, témoignant d'un statut en marge de la discipline. Le dernier niveau est sa production « historico-politique » qui est directement élaborée dans le cadre de groupes de pression afin de sous-tendre un projet politique. La publication des archives du Raad van Vlaanderen et d'un aperçu historique sur l'activisme en tant que secrétaire général de la Ligue nationale pour l'Unité belge en sont des exemples frappants⁽³³⁾.

Que cela soit dans sa production « para-universitaire » ou « historico-politique », Jacques Pirenne n'hésite pas à développer une rhétorique nationale afin de nourrir une conception unitaire de la Belgique. Afin de développer cette hypothèse, nous empruntons plusieurs concepts théoriques à l'historien allemand Stefan Berger. Le premier est le concept de métarécit, originellement développé par le philosophe français Jean-François Lyotard ⁽³⁴⁾. Dans le cadre de la discipline historique, le métarécit peut être décrit comme ce qui

(29) Thierry DENOËL, éd., *Le nouveau dictionnaire des Belges*, Bruxelles, Le Cri, 1992, 2^e éd. p. 573.

(30) Claire PRÉAUX, « Notice sur Jacques Pirenne », dans *Annuaire de l'Académie royale de Belgique*, t. 140, 1974, p. 164-170.

(31) De nombreux articles de presse ainsi que des articles relatifs à la revue *Le Flambeau* reviennent au sein du fonds « Het conglomeraatsarchief van de Raad van Vlaanderen » ainsi qu'au sein du « Fonds Jacques Pirenne » conservé aux Archives de l'ULB.

(32) Cl. PRÉAUX, « Notice sur Jacques Pirenne », *op. cit.*, p. 157-194.

(33) *Les archives du Conseil de Flandre (Raad van Vlaanderen)*, publiées par la Ligue nationale pour l'Unité belge, Bruxelles, Dewarichet, 1928 (Documents pour servir à l'histoire de la guerre en Belgique); LIGUE NATIONALE POUR L'UNITÉ BELGE (J. PIRENNE), *Aperçu historique sur l'activisme*, Bruxelles, Dewarichet-Lamertin, 1929.

(34) Jean-François LYOTARD, *La condition postmoderne : rapport sur le savoir*, Paris, Éditions de Minuit, 1979 ; Stefan BERGER & Christoph CONRAD, eds, *The Past as History. National Identity and Historical Consciousness in Modern Europe*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2015 (Writing the Nation series).

transcende la narration, le script sous-jacent d'une culture historique dans un temps et un lieu social donnés. Le concept de métarécit a une dimension presque téléologique : l'historien peut justifier un état présent en fonction de l'orientation donnée au passé. Le second concept est celui d'histoire nationale. Stefan Berger met en avant trois composantes différentes : les grands travaux à propos du passé national d'un État, territoire ou peuple (comme par exemple, l'*Histoire de Belgique* d'Henri Pirenne) ; les représentations historiques qui mettent en avant le « national » dans l'écriture de l'histoire et qui font donc de l'État-nation l'acteur principal du récit au détriment d'autres critères spatiaux (cadre local, régional, européen, mondial) ou non-spatiaux (ethnies, lutte des classes, religion, genre) ; et enfin, le métarécit d'un ouvrage historique tel que défini ci-dessus⁽³⁵⁾. Ces différentes formes de l'histoire nationale pourront être reliées aux travaux de Jacques Pirenne à travers le concept de *nation building*. Le troisième et dernier concept est celui des processus de nationalisation : l'histoire nationale peut être soumise d'une part, à des processus de nationalisation « interne », c'est-à-dire l'utilisation du passé pour créer un sens d'appartenance à une communauté et une identité collective afin d'écarter ou de diminuer les clivages ethniques, linguistiques, religieux ou sociaux ; et d'autre part, à des processus de nationalisation « externe », c'est-à-dire le développement d'un format national de l'histoire et d'une rhétorique typique de la nation visant à marquer sa différence politique, économique ou militaire au sein du monde moderne⁽³⁶⁾. Dans le cas de Pirenne, ce concept s'avère intéressant afin de définir si son travail historique vise à former une identité nationale belge et à développer un « particularisme belge ».

À la lumière de ces concepts théoriques, il semble clair que l'universitaire construit son texte sur base d'une culture historique prônant une Belgique unie et une Flandre bilingue. Dès 1917, alors que la Première Guerre mondiale bat toujours son plein et que la *Flamenpolitik*⁽³⁷⁾ est appliquée en Belgique, le jeune Pirenne souligne le rôle prépondérant du français en Flandre durant son essor économique médiéval dans un de ses premiers écrits historiques inédit :

« Par une suite de contraintes historiques que les uns regrettent et, dont d'autres au contraire se félicitent, la langue française s'est introduite en Flandre comme langue ~~nationale~~ (*sic*) véhiculaire dès le 12^e siècle. Le rapide développement économique des villes flamandes créa, dès cette époque, une classe patricienne, puissante et riche (...) L'épanouissement économique entraînant toujours avec lui un mouvement intellectuel, les villes flamandes jouèrent, au Moyen Âge, un rôle important dans les arts et dans les lettres. (...) Au 14^e siècle, la classe patricienne parlait couramment le français et le flamand dans nos villes. (...) Le 15^e siècle marqua un progrès considérable dans la diffusion du français en Flandre »⁽³⁸⁾.

(35) S. BERGER & C. CONRAD, éds, *The Past as History*, op. cit., p. 1-27.

(36) *Ibid.*

(37) La *Flamenpolitik* est une politique allemande exploitant les problèmes linguistiques en Belgique pour permettre sa scission et l'accroissement de l'influence allemande en Flandre et en Wallonie. Pieter VAN HEES, « Flamenpolitik », dans *NevB online*, <https://nevb.be/wiki/Flamenpolitik> (22 février 2019), date de la consultation.

(38) Archives de l'ULB, Fonds Jacques Pirenne, « Jacques Pirenne et la question linguistique », La question flamande en Belgique – Article écrit au front belge, sur l'Yser, Front de l'Yser, 1917.

Cet extrait est révélateur des conceptions de Jacques Pirenne puisque le texte se fonde sur un métarécit où la diffusion en français en Flandre est associée au progrès et aux arts et lettres. *A contrario*, la quasi-disparition du français en Flandre au XVI^e siècle est, quant à elle, associée à un peuple flamand qui « végéta sans aucune nourriture intellectuelle »⁽³⁹⁾. Cette posture lui permet notamment de justifier la présence d'une élite flamande diglossique et de s'opposer à une élite néerlandophone montante, soutenue notamment par le mouvement flamand⁽⁴⁰⁾. L'accès au manuscrit originel se révèle particulièrement intéressant car il est possible d'y voir que Pirenne barre le mot « nationale » pour le remplacer par le mot « véhiculaire » : craignait-il que parler d'une langue « nationale » pour la Flandre pourrait potentiellement diviser la *Gesellschaft* belge et mettre en avant la Flandre comme une *Gemeinschaft* possédant une langue et un caractère national⁽⁴¹⁾ ?

Durant son engagement politique à la Ligue nationale pour l'Unité belge afin de maintenir le bilinguisme en Flandre et la place du français à l'Université de Gand, Jacques Pirenne continue à associer la grandeur intellectuelle et artistique de la Flandre à son bilinguisme. En 1923, à l'occasion de l'inauguration de l'École des Hautes Études à Gand⁽⁴²⁾, fondée par la Ligue nationale en réaction au régime Nolf⁽⁴³⁾, l'historien déclare :

« Elle [la Ligue nationale] avait compris, en effet, que la disparition d'un enseignement supérieur de langue française en pays flamand, constitue une menace grave pour l'avenir du pays, en même temps qu'une perte irréparable au point de vue de la formation intellectuelle. De tout temps, le pays flamand a dû l'originalité de son développement intellectuel et artistique au fait que – tout en étant d'origine germanique et accessible aux influences et à la civilisation du Nord de l'Europe – il a vécu en relations étroites avec les provinces wallonnes et avec la langue et la civilisation française. La Flandre s'est trouvée ainsi être le point de contact des civilisations d'origine latine et des civilisations germaniques et anglo-saxonnes »⁽⁴⁴⁾.

(39) *Ibid.*

(40) C. PRÉAUX, *La fin de la Flandre belge*, op. cit., p. 44-53.

(41) La *Gemeinschaft* représente une communauté d'individus qui ont un sentiment d'appartenance entre eux, que cela soit au niveau ethnique, linguistique, culturel alors que la *Gesellschaft* représente plutôt une association d'individus sous forme de société. Lorsque la *Gemeinschaft* souhaite obtenir son indépendance via un projet commun, elle rentre en rupture avec sa *Gesellschaft*. C'est notamment le cas pour les indépendantistes flamands face à la *Gesellschaft* belge. Ferdinand TÖNNIES, *Communauté et société : catégories fondamentales de la sociologie pure*, présenté, traduit et annoté par Niall BOND & Sylvie MESURE, Paris, PUF, 2010, p. 11-43, 45-90.

(42) L'École des Hautes Études à Gand est un enseignement supérieur francophone créé par la Ligue nationale pour la Défense de l'Université de Gand et de la Liberté des Langues afin de s'opposer à l'introduction du néerlandais à l'Université de Gand. Anne-Marie VAN DER MEERSCH, « École des Hautes Études », dans *NevB online*, https://nevb.be/wiki/Ecole_des_Hautes_Etudes (22 décembre 2020), date de la consultation.

(43) Pierre Adrien Émile Louis Nolf (1873-1953) est un médecin et homme politique libéral belge. Il est ministre des sciences et des arts au sein du gouvernement Theunis I (1922-1925). Il est célèbre pour le régime Nolf mis en place pour tenter de régler la question linguistique à l'Université de Gand. Henri FREDERICQ, « Notice sur Pierre Nolf », dans *Annuaire de l'Académie royale de Belgique*, t. 121, 1955, p. 3-38.

(44) « Une grandiose manifestation nationale : l'inauguration de l'École des Hautes Études », dans *La Flandre libérale*, 26 et 27 novembre 1923.

Dans un effort de nationalisation interne, les identités nationale et flamande sont entremêlées au point d'être indissociables, tandis que Jacques Pirenne tente de dresser un particularisme flamand profondément lié à la Belgique. L'intertextualité⁽⁴⁵⁾ entre les écrits d'Henri Pirenne et de son fils est alors saisissante : comme chez son père, la Flandre est traditionnellement bilingue⁽⁴⁶⁾, est définie comme le ciment de l'unité nationale et constitue le carrefour des « civilisations » latines, germaniques et anglo-saxonnes⁽⁴⁷⁾. En s'appropriant les *topoi* de son père⁽⁴⁸⁾, Jacques Pirenne s'inscrit donc dans cette tradition historiographique unitariste à laquelle il est possible d'apparenter Henri Pirenne mais également le célèbre historien belge Godefroid Kurth⁽⁴⁹⁾.

En 1930, alors que Jacques Pirenne lutte à nouveau contre la « flamandisation »⁽⁵⁰⁾ de l'Université de Gand, l'historien n'hésite pas à employer la totalité du travail historique de son père afin de perpétuer le « modèle pirenne » belgiciste⁽⁵¹⁾. Dans un article nommé « Pourquoi la Flandre est bilingue ? » et publié dans la revue *Le Flambeau*, l'historien retrace l'évolution historique d'une Flandre qu'il juge bilingue en se basant exclusivement sur l'*Histoire de Belgique* d'Henri Pirenne. Il reprend à son compte la thèse de son père : l'union des provinces wallonnes et flamandes sous l'autorité des ducs de Bourgogne marquerait les débuts officiels d'une Belgique bilingue essentiellement représentée par la Flandre dont le bilinguisme remonterait aux VII^e et VIII^e siècles et serait manifeste aux XV^e et XVI^e siècles⁽⁵²⁾.

(45) L'intertextualité est ici considérée comme la transformation de séquences textuelles d'autres textes au sens large, telle que définie par Julia Kristeva. Cela comprend également l'interdiscursivité qui dérive de cette notion et qui concerne l'analyse de discours. Marnix BEYEN, *De taal van de geschiedenis : hoe historici lezen en schrijven*, Louvain, Leuven University Press, 2019, p. 53-54.

(46) Henri PIRENNE, *Histoire de Belgique*, t. 7 : *De la révolution de 1830 à la guerre de 1914*, Bruxelles, Lamertin, 1932, p. 378-387.

(47) Id., *La formation de la nation belge. Résumé et extrait de Albert Counson*, Paris, s.d. [1914], p. 11-23, 59-62, 80-95.

(48) M. BEYEN, *De taal van de geschiedenis*, op. cit., p. 62.

(49) Geneviève WARLAND, « Godefroid Kurth 'transnational' : intermédiaire belge entre l'Allemagne et la France », dans *Actes du 10^e Congrès de l'Association des Cercles francophones d'Histoire et d'Archéologie de Belgique* (= 57^e Congrès de la Fédération des Cercles d'Archéologie et d'Histoire de Belgique), Arlon, Institut Sainte-Marie, 18-21 août 2016, t. 2, Arlon, Institut archéologique du Luxembourg, 2018, p. 129 ; Jean-Louis KUPPER, « Godefroid Kurth et Henri Pirenne. An Improbable Friendship », dans *Revue belge d'Histoire contemporaine*, t. 41, 2011, 3-4, p. 420-422.

(50) Si aujourd'hui, le mot « néerlandisation » serait employé, nous utiliserons dans cet article le terme « flamandisation » qui est usité à l'époque afin d'éviter un anachronisme. La démarche est similaire à Jan Velaers dans Jan VELAERS, *Albert I, Koning in tijden van oorlog en crisis, 1909-1934*, Tielt, Lannoo, 2009.

(51) Par « modèle pirenne » Els Witte désigne le « patriotisme légitimé » d'Henri Pirenne qui met en avant les ressemblances culturelles et socio-économiques du peuple belge et qui érige la période bourguignonne comme le vecteur d'unification politique de la Belgique. E. WITTE, « Pioniers en pionierswerk. De Belgische contemporaine vakgeschiedenis tussen 1890 en het midden van de jaren 1950 », op. cit., p. 35-36.

(52) Dans l'introduction de l'article, il est mentionné que « les faits sur lesquels cette étude est appuyée sont tirés, dans leur ensemble, de Henri Pirenne, *Histoire de Belgique* ». J. PIRENNE, « Pourquoi la Flandre est bilingue ? », dans *Le Flambeau*, t. 1, février 1930, 3, p. 138 et 139-141.

Cette intertextualité est d'autant plus perceptible lorsqu'il s'exprime sur la « civilisation belge ». Il est d'ailleurs le premier à reconnaître cette influence, notamment à travers son enseignement à l'Université de Gand :

« Mon père nous faisait voir que la Belgique n'était pas une construction diplomatique bâtie pour les besoins de la politique internationale en 1830, mais qu'elle s'était lentement formée parce que des similitudes dans l'organisation sociale, causées par des similitudes dans les intérêts économiques, avaient rapproché les principautés de l'ouest et celles de l'est de l'Escaut. Et que ce pays essentiellement urbain fut, dans la civilisation occidentale, à l'avant-garde du libéralisme et de l'humanisme. Rompant avec la tradition qui voyait dans les ducs de Bourgogne des tyrans étrangers, il nous fit apparaître Philippe le Bon comme le fondateur de la Belgique (...) »⁽⁵³⁾.

En effet, lorsque l'historien s'exprime sur sa patrie dans son ensemble, il la décrit non pas comme une construction artificielle, mais comme une réelle « civilisation belge » qui n'est pas tant une nécessité de l'histoire que le fruit de circonstances historiques. Pour Jacques Pirenne, elle n'est formée ni par l'ethnie, ni par la langue, ni par la géographie mais par une volonté des Belges de vivre ensemble. Cet aspect ressort notamment dans cet extrait de mars 1923 où Jacques Pirenne avance que le maintien du caractère francophone de l'Université de Gand constitue un ciment de l'unité nationale :

« La Belgique n'est pas une expression géographique, elle n'a pas été formée par la nature : ni la race, ni la langue ne l'ont rendue nécessaire. Elle est essentiellement une nation, c'est-à-dire la réunion d'hommes librement unis par un même idéal de liberté, par une même conception de la vie sociale, par les mêmes intérêts économiques. Pareil peuple ne peut vivre que si la volonté de rester uni domine toutes ses préoccupations, et la volonté de rester unis ne peut subsister que chez des hommes qui se comprennent, qui se connaissent et qui s'estiment. Le bilinguisme de la Flandre, fruit des événements, a rendu possible l'union de nos provinces : tournées les unes vers les autres, elles ont mêlé leurs langages, leurs mœurs et leurs intérêts, elles se sont créées une civilisation propre, faite principalement du respect de la liberté de chacun, sans laquelle l'édifice si péniblement bâti au milieu des révolutions et des guerres s'écroulerait bientôt. Ce qu'aiment, ce que veulent conserver ceux qui défendent le principe de liberté, c'est la vie libre et active, la tolérance, le respect des convictions de tous, qui caractérisent la civilisation belge faite par (...) les uns Flamands, les autres Wallons, sans qu'il soit possible de discerner aujourd'hui ce que furent les apports des uns et des autres à l'édifice qui, détruit tant de fois par la guerre, ravagé et livré aux flammes, a toujours été reconstruit sur les mêmes bases, avec un même amour et une même inébranlable volonté »⁽⁵⁴⁾.

(53) J. PIRENNE, *Mémoires et notes*, op. cit., p. 18-21.

(54) ID., « Gand et l'Unité Nationale », dans *Le Flambeau*, t. 1, mars 1923, 3, p. 250-251.

Jacques Pirenne présente son pays comme une *Gesellschaft*, une nation issue de la volonté des hommes qui, bien que composée de deux *Gemeinschaften*, la Wallonie et la Flandre, serait mue par le même désir de liberté. L'historien n'hésite pas à user de processus de nationalisation interne en amalgamant l'identité belge et flamande, en plaçant le caractère national au centre de ses démonstrations historiques et en établissant des caractéristiques propres à la nation belge : la liberté, la tolérance, le respect des convictions. Cette rhétorique n'est alors pas sans rappeler la « conscience belge » de son père, Henri Pirenne, concept par lequel l'historien illustre le sentiment d'être belge tout en inscrivant cette identité dans un contexte profondément européen puisque la Belgique représenterait un carrefour entre les cultures latine et germanique⁽⁵⁵⁾. Jacques Pirenne replace d'ailleurs lui-même la Belgique dans un contexte européen puisqu'en 1930, alors que le français est menacé à Gand et qu'il s'efforce d'expliquer pourquoi la Flandre serait bilingue, il déclare :

« Ne cherchons pas à façonner notre pays sur le modèle de ses voisins. Ne lui appliquons ni les théories racistes, ni les théories nationalistes inventées par les nations de proie pour justifier leurs conquêtes. (...) Microcosme de l'Europe, la Belgique est un assemblage curieux de particularisme. Obligé de se replier sur lui-même, ils sont pour lui une cause de mort : ouvert aux autres influences et aux courants de l'étranger, ils deviennent un gage de prospérité et de haute culture ! Ne l'oublions jamais : notre pays est né de la liberté. Il n'est pas créé par la nature : n'a pas de race définie, pas de langue propre, pas de frontières géographiques naturelles. Pourquoi donc constitue-t-il une Nation ? Parce qu'il s'est formé chez nous des Communes et des principautés qui, poussées par les circonstances, ont toujours lutté ensemble pour la conquête d'une liberté qui seule leur permettait de vivre. Notre raison d'être, c'est cela. Le jour où nous ne serions plus unis dans ce même idéal de liberté, nous ne serions plus un peuple (...) Sachons voir grand. Utilisons ces deux armes que sont nos deux langues et notre culture composite. L'Europe pour vivre, doit se refaire une unité morale. Le peuple belge peut l'y aider ; il a un rôle européen de premier plan à jouer, car seul il est capable de rapprocher l'une de l'autre les deux grandes civilisations germanique et latine dont il procède »⁽⁵⁶⁾.

Si Pirenne amalgame toujours l'identité belge et flamande, il utilise un processus de nationalisation externe en exhortant à développer un modèle belge qui se différencie de ses voisins européens. Il l'explique par l'ensemble de « particularismes » dont la Belgique serait composée, formant un « microcosme » européen, un terme repris des travaux de son père⁽⁵⁷⁾, qu'il serait nécessaire d'ouvrir aux influences externes.

Enfin, l'origine de la nation belge participe également à cette élaboration d'une « civilisation belge ». Comme énoncé précédemment, Henri Pirenne avance comme thèse que les deux ethnies qui composent la Belgique se sont inéluctablement rapprochées au gré des circonstances historiques jusqu'à

(55) H. PIRENNE, *La formation de la nation belge*, op. cit., p. 22-23; M. BEYEN, *Oorlog en verleden : nationale geschiedenis in België en Nederland, 1938-1947*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2002, p. 44-45.

(56) J. PIRENNE, « Pourquoi la Flandre est bilingue ? », op. cit., p. 152-153.

(57) M. BEYEN, *Oorlog en verleden*, op. cit., p. 44.

former une patrie belge dès le ^{xv}^e siècle sous les ducs de Bourgogne, et que les diverses occupations du territoire durant les Temps Modernes n'auraient pas altéré cette identité belge ⁽⁵⁸⁾. À son tour, son fils épouse en tout point les thèses de son père afin de nourrir sa vision de la Belgique et donc, son projet politique : toujours dans son article « Pourquoi la Flandre est bilingue ? », alors que sa conception d'une Belgique unie et d'une Flandre bilingue est menacée, l'historien avance que la Belgique existe officiellement depuis le ^{xv}^e siècle, constitue un peuple et que la Flandre est et doit rester bilingue afin de maintenir l'unité nationale ⁽⁵⁹⁾.

La parole de l'historien-expert au service de son engagement politique

Si l'analyse textuelle des écrits de Jacques Pirenne s'avère pertinente afin d'expliquer de quelle manière l'historien tente de façonner l'identité belge et flamande et s'appuie sur le prestige des thèses de son père, il y a cependant un aspect majeur qui n'a pas encore été exploré : son engagement politique en tant que tel. Or, comme nous l'avons plusieurs fois esquissé à travers le texte, lorsque Jacques Pirenne s'exprime sur des sujets d'actualité, ce n'est pas à travers des écrits scientifiques mais des écrits soit aux marges de la production scientifique, soit produits dans le cadre d'organisations politiques et groupes de pression (« historico-politiques »). Nous postulons donc que Jacques Pirenne utilise sa position d'historien-expert afin de servir sa cause et ses idéaux politiques, c'est-à-dire une Belgique puissante et unie ainsi qu'une Flandre bilingue, à travers les différents groupes de sociabilité dans lesquels il s'engage.

Pirenne et le nationalisme belge : un historien érigé en idéologue

L'expérience de la Première Guerre mondiale marque durablement l'engagement politique de Jacques Pirenne. Mobilisé parmi les gardes civiques ⁽⁶⁰⁾ face à l'invasion allemande d'août 1914, le jeune historien part en France puis devient volontaire de guerre ⁽⁶¹⁾. Lors de cet exil, d'une part, Pirenne étoffe son futur réseau en rencontrant des personnalités qui feront partie des premiers sympathisants du Comité de Politique nationale (CPN) ⁽⁶²⁾

(58) H. PIRENNE, *La formation de la nation belge*, op. cit., p. 11-23, 59-62 et 80-95.

(59) J. PIRENNE, « Pourquoi la Flandre est bilingue ? », op. cit., p. 138-153.

(60) Les gardes civiques sont des milices créées en octobre 1830 et composées d'hommes entre 21 et 50 ans afin de rétablir l'ordre public et défendre l'intégrité du pays. Mobilisées en 1914, elles n'ont souvent pas d'uniformes distinctifs par rapport aux civils, et ce malgré l'insistance des autorités communales. John HORNE & Alan KRAMER, *1914 : les atrocités allemandes*, Paris, Tallandier, 2012, p. 58.

(61) J. PIRENNE, *Mémoires et notes*, op. cit., p. 37-45, 61-104.

(62) *Ibid.*, p. 47-48, 57.

telles que Paul Hymans⁽⁶³⁾ ou Henri Rolin⁽⁶⁴⁾. D'autre part, face à la remise en cause de la Belgique unitaire, Jacques Pirenne commence à s'exprimer en tant qu'historien en développant des sentiments anti-allemands et anti-flamings. Dans un ouvrage relevant plus de l'expérience et de la mémoire que de l'histoire⁽⁶⁵⁾, *Les Vainqueurs de l'Yser* (1917), Jacques Pirenne n'hésite pas à glorifier une patrie belge dotée de soldats animés d'un patriotisme sans faille qui s'élancent « à l'assaut de leurs positions aux cris de 'Louvain, Dinant, Termonde, Aerschot' ! »⁽⁶⁶⁾ tout en jetant un regard acerbe aussi bien envers la propagande de la frange radicale du *Frontbeweging*⁽⁶⁷⁾ que la politique allemande en Belgique occupée, notamment par rapport à la « flamandisation » de l'Université de Gand⁽⁶⁸⁾. Le ressentiment de Pirenne est d'autant plus vif que son père fut prisonnier en Allemagne et son frère, Pierre, tué sur les champs de bataille⁽⁶⁹⁾. Dans la préface, Pirenne n'hésite d'ailleurs pas à donner la parole au célèbre poète Émile Verhaeren⁽⁷⁰⁾, rencontré durant la guerre, qui y fustige « l'infériorité de l'âme teutonne » par rapport aux soldats flamands et wallons qui semblent « relever d'une psychologie purement occidentale »⁽⁷¹⁾. Le discours historique de Jacques Pirenne se situe dans la même mouvance nationaliste et unitaire. En effet, dans un texte inédit de 1917 sur la question flamande écrit sur le front belge de l'Yser, il n'hésite pas à fustiger la politique allemande en Belgique et la « flamandisation »

(63) Paul Hymans (1865-1941) est un avocat et homme politique belge. Diplômé en droit de l'Université libre de Bruxelles, il est rapidement député de Bruxelles. Durant la Première Guerre mondiale, il se trouve au Havre avec le gouvernement belge en exil. Il est très actif durant la Conférence de paix de Paris (1919) concernant les réparations de la Première Guerre mondiale. Il devient président de la Société des Nations en 1920 et prend part à l'élaboration du traité de Locarno (1925). Il fut également vice-président de l'Université libre de Bruxelles. Robert FENAUX, « Hymans (Paul) », dans *Biographie nationale*, t. 29, 1956, col. 712-718. Voir aussi Paul-F. SMETS, *Paul Hymans : un authentique homme d'État*, Bruxelles, Racine, 2015.

(64) Henri Rolin (1891-1973) est un homme politique belge membre du Parti ouvrier belge (POB), puis du Parti socialiste belge (PSB). Robert DEVLEESHOUE, « Rolin (Henri Marthe Sylvie) », dans *Biographie nationale*, t. 41, 1979, col. 693-698. Voir aussi ID., *Henri Rolin 1891-1973*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1994.

(65) Cela pose d'ailleurs question concernant la position d'historien de Pirenne, qui mélange parfois les travaux mémoriels et la production historique scientifique alors que la finalité est assez différente, notamment au niveau de l'utilisation à des fins politiques. Christophe PROCHASSON, *L'empire des émotions. Les historiens dans la mêlée*, Paris, Demopolis, 2008, p. 210.

(66) J. PIRENNE, *Les Vainqueurs de l'Yser*, Paris, Payot, 1917 p. 46.

(67) Luc VANDEWEYER, « Frontbeweging », dans *NevB online*, <https://nevb.be/wiki/Frontbeweging> (22 décembre 2020) date de la consultation.

(68) J. PIRENNE, *Mémoires et notes*, op. cit., p. 82.

(69) Geneviève WARLAND & Olivier LUMINET, « *Nil inultum remanebit*. Germany in the War Diaries of the Historians Paul Fredericq and Henri Pirenne », dans G. WARLAND, éd., *Experience and Memory of the First World War in Belgium. Comparative and Interdisciplinary Insights*, Münster, Waxmann, 2019 (Historische Belgienforschung, 6), p. 45-78. Voir aussi Sarah KEYMEULEN, « De eerste oorlogsweken van een jonge vrijwilliger : het dagboek van Pierre Pirenne, 4 augustus-18 september 1914 », dans Cl. BRUNEEL e.a., éd., *Fragments de guerre 1914-1918*, Bruxelles, Commission royale d'Histoire, 2018, p. 103-132 (= *Bulletin de la CRH*, t. 184, 2018).

(70) Émile Adolphe Gustave Verhaeren (1855-1916) est un célèbre poète belge. Roland MORTIER, « Verhaeren (Émile) », dans *Biographie nationale*, t. 32, 1964, col. 705-716.

(71) J. PIRENNE, *Les Vainqueurs de l'Yser*, op. cit., p. 10-11 (préface d'Émile Verhaeren).

de l'Université de Gand, tout en développant, comme nous l'avons montré auparavant, le rôle du français en Flandre⁽⁷²⁾.

C'est cependant après la Première Guerre mondiale que son expertise historique est, pour la première fois, au service d'un groupe de pression : le Comité de Politique nationale. D'après le jeune historien, c'est sous l'impulsion d'une entrevue avec Paul Hymans et Henri Rolin, rencontrés durant la guerre, en marge de la conférence de la Paix de Paris (1919), qu'il commence à s'intéresser aux négociations d'après-guerre⁽⁷³⁾. En tant qu'historien, Pirenne développe un discours plutôt ferme : il considère que lors de son indépendance, la Belgique fut spoliée par le traité des XXIV articles signé le 15 novembre 1831 et ratifié le 19 avril 1839, lequel assure des conditions moins favorables à la Belgique que le traité originel⁽⁷⁴⁾. Dès lors, il revendique l'obtention du Grand-Duché du Luxembourg, du Limbourg hollandais ainsi que la souveraineté sur l'Escaut, comme en témoigne une carte qu'il réalise pour le gouvernement de Broqueville et qui est ensuite reprise dans la propagande du Comité de Politique nationale⁽⁷⁵⁾. Cette instrumentalisation du travail de Jacques Pirenne l'amène à se rapprocher du CPN de Pierre Nothomb, jusqu'à le rejoindre le 3 février 1920⁽⁷⁶⁾. Ce groupe de pression rencontre alors les aspirations du jeune Pirenne : une Belgique strictement unitaire, anti-flamingante, forte sur le plan international, capable d'assurer sa propre défense et qui revendique le Limbourg, l'Escaut, les futurs cantons de l'Est ainsi qu'une influence sur le Luxembourg⁽⁷⁷⁾.

Grâce à sa position d'historien, Jacques Pirenne s'impose rapidement comme une des figures de proue du Comité de Politique nationale. Son expertise lui permet de devenir la tête-pensante du comité et la personne de référence concernant les questions territoriales sur base d'une renégociation du traité de 1839⁽⁷⁸⁾. A la faveur de cette expertise interne, des relations du CPN avec le Ministère des Affaires étrangères⁽⁷⁹⁾ et, peut-être, des liens qu'il entretient lui-même avec Paul Hymans, il est amené le 22 juillet 1920 à rencontrer ce dernier, alors ministre libéral des Affaires étrangères, en tant que délégué du Comité de Politique nationale. La rencontre porte sur la renégociation du

(72) Archives de l'ULB, Fonds Jacques Pirenne, « Jacques Pirenne et la question linguistique », La question flamande en Belgique – Article écrit au front belge, sur l'Yser, Front de l'Yser, 1917.

(73) J. PIRENNE, *Mémoires et notes*, op. cit., p. 115-116.

(74) Ceci s'explique par l'invasion néerlandaise de la Belgique et l'intervention internationale qui place la Belgique dans une position plus délicate. Marie-Thérèse BITSCH, *Histoire de Belgique : de l'Antiquité jusqu'à nos jours*, Bruxelles, Complexe, 2004, p. 85-86.

(75) J. PIRENNE, *Mémoires et notes*, op. cit., p. 99; AGR, Collection iconographique 14-18. Affiches illustrées, 77 : « Belges ! Regardez cette carte et réfléchissez ! Affiche représentant une carte de la Belgique et demandant l'annexion du Luxembourg et du Limbourg », s.d. [1918-1919]. Voir aussi Bibliothèque royale Albert 1^{er}, Cartes et plans, XIII B Belgique gén. – (1919) – CPN - IV 3.428.

(76) Michel DUMOULIN, Mark VAN DEN WIJNGAERT & Vincent DUJARDIN, eds., *Léopold III*, Bruxelles, Complexe, 2001 (Histoire), p. 31.

(77) *Bibliotheca Andana*, « Tract du Comité de Politique nationale (Bruxelles, 25 mars 1919) » [en ligne] (22 septembre 2019), date de la consultation.

(78) AGR, Het conglomeraatsarchief van de Raad van Vlaanderen, 5579 : dossier « Comité de Politique Nationale. (mon action) » (1919-1925), La valeur du traité hollandobelge, s.l.n.d. [1920]; *Ibid.*, 5579 : Le traité de 1839 (dossier manuscrit), s.l.n.d. [1920].

(79) Emmanuel GERARD, *La Démocratie rêvée, bridée et bafouée*, Bruxelles, Le Cri, 2010, p. 34-36.

traité avec les Pays-Bas. Cependant, Hymans se montre indifférent, voire hostile, aux revendications du CPN alors même qu'il en avait signé le manifeste originel⁽⁸⁰⁾. En tant que nouvel expert du CPN, Jacques Pirenne s'intéresse également à la question des langues. Sur base de ses conceptions historiques, l'historien élabore puis présente le 28 juin 1920 un statut linguistique qui intégrerait quelques revendications du mouvement flamand (enseignement primaire et moyen dans la langue régionale, instruction du soldat dans sa langue) tout en faisant la part belle à la liberté linguistique et au maintien du français à l'Université de Gand. L'objectif énoncé est de lutter contre les sentiments pro-allemands et le clivage communautaire belge⁽⁸¹⁾.

L'engagement politique de Jacques Pirenne ne se limite pas à son rôle dans ce groupe de pression. En effet, afin de défendre sa vision de la Belgique, l'historien belge accepte de participer, le 9 juin 1921, à la création du Parti national populaire (PNP), parti politique du CPN qui répond à l'ambition de longue date de Pierre Nothomb de créer un grand parti national belge concurrençant les forces traditionnelles⁽⁸²⁾. Nothomb souhaite, d'une part, s'appuyer sur le succès des petites listes nationalistes qui ont réussi à obtenir quatre sièges lors des élections législatives de 1919⁽⁸³⁾ et, d'autre part, se concentrer sur les questions belges de politique intérieure face à l'enlisement des négociations territoriales et l'essoufflement de son mouvement⁽⁸⁴⁾. Jacques Pirenne joue un rôle central dans ce parti : d'historien-expert, il devient idéologue puisqu'il est chargé par le comité de direction de rédiger le programme politique du parti en vue des élections législatives de novembre 1921⁽⁸⁵⁾. Cette posture l'ancre pleinement dans le champ politique⁽⁸⁶⁾, où il défend une vision nationaliste et unitaire. S'il continue à énoncer des propositions basées sur ses conceptions historiques (renforcement de l'armée belge et de l'idée nationale, liberté linguistique absolue en tant que norme étatique), Jacques Pirenne propose également de grandes réformes économiques et institutionnelles qui permettraient, selon lui, de maintenir l'unité belge et de pacifier la « lutte des classes »⁽⁸⁷⁾. Pour ce faire, l'historien développe un modèle corporatif et décentralisé propre à la Belgique qui aurait pour effet de diminuer les

(80) Voir *supra*, n. 21.

(81) AGR, Het conglomeraatsarchief van de Raad van Vlaanderen, 5579, CPN – Rapport présenté au CPN sur la Question des Langues, s.l.n.d. [28 juin 1920].

(82) Jacques WILLEQUET, « Pierre Nothomb en 1914-1918 », dans Francis BALACE, Éric DEFOORT, Pierre H. DESNEUX *et al.*, *Pierre Nothomb et le nationalisme belge de 1914 à 1930*, Arlon, Éditions de l'Académie luxembourgeoise, 1980, p. 11.

(83) Xavier MABILLE, François HEINDERYCKX & Gabriel THOVERON, *Un siècle d'affiches politiques en Belgique francophone*, Liège, Éditions du CEFAL, 2003, p. 38.

(84) Jean STENGERS, « La droite en Belgique avant 1940 », dans *Courrier Hebdomadaire du CRISP*, n^{os} 468-469, 1970, 3-4, p. 36.

(85) J. PIRENNE, *Mémoires et notes*, *op. cit.*, p. 122.

(86) Le terme de « champ » se réfère à la théorie des champs de Bourdieu. Pour le sociologue français, un champ est défini comme un « espace social structuré où se déroulent des luttes de pouvoir », un « sous-système social avec ses propres règles et où des élites ont réussi à prendre le contrôle dans chaque champ sociétal ». Pierre BOURDIEU, *Raisons pratiques : sur la théorie de l'action*, Paris, 1994, cité par Jacques COENEN-HUTHER, *Sociologie des élites*, Paris, Armand Colin, 2004, p. 20-21.

(87) AGR, Het conglomeraatsarchief van de Raad van Vlaanderen, 5570 : dossier « Programme social, briefwisseling en documentatie (1922) », *Le Parti national populaire. I. – Ce qu'il est ; II. – Sa doctrine ; III. – Son programme*, Bruxelles, 1921.

dépenses étatiques, supprimer les syndicats existants, réduire la « mainmise parlementaire » sur les questions économiques et sociales et confier ces questions à trois ordres réunis dans un parlement du travail : le patronat, les techniciens et les ouvriers ⁽⁸⁸⁾. Si l'universitaire ne manque pas d'exprimer dans ses mémoires le dégoût que lui procure le mouvement d'extrême-droite Action française et ses dirigeants Charles Maurras, Léon Daudet et Jacques Bainville⁽⁸⁹⁾, le programme qu'il rédige se rapproche de cette mouvance nationaliste, conservatrice et antiparlementaire de l'après-guerre ⁽⁹⁰⁾. Jacques Pirenne est d'ailleurs amené à dîner en compagnie de Maurras, Daudet et Bainville par l'intermédiaire de son ami Fernand Neuray⁽⁹¹⁾, directeur du journal *La Nation belge* ⁽⁹²⁾ et membre du Comité de Politique nationale⁽⁹³⁾. Ce rapprochement est d'autant plus manifeste que Pierre Nothomb voue une grande admiration à Maurras⁽⁹⁴⁾.

Afin de défendre sa vision politique, Jacques Pirenne peut toujours compter sur sa position d'expert et le soutien de son réseau politique. Officiellement sur la base de son expertise en matière linguistique, Fernand Neuray lui offre du 27 octobre au 5 novembre 1921 une tribune politique à *La Nation belge*⁽⁹⁵⁾ qui dispose alors d'un tirage intéressant ⁽⁹⁶⁾. Cependant, malgré cette opportunité, les déjeuners politiques du PNP relayés par le journal *Le Soir*⁽⁹⁷⁾ ou l'union

(88) En Belgique, l'idée corporatiste sera notamment présente chez Raymond de Becker et Henri de Man. Voir Raymond DE BECKER, *Pour un ordre nouveau*, Bruxelles, Éditions contemporaines, 1932 ainsi que la fondation de l'Union des Travailleurs manuels et intellectuels (UTMI) en 1941 par Henri de Man. Voir aussi Dirk LUYTEN, *Ideologisch debat en politieke strijd over het corporatisme tijdens het interbellum in België*, Bruxelles, Koninklijke Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België, 1996.

(89) L'Action française est un mouvement nationaliste français d'extrême-droite né en 1898. Source : René RÉMOND, *Les droites en France*, Paris, Aubier, 1982, p. 169-172.

(90) E. GERARD, *La Démocratie rêvée*, op. cit., p. 109. En complément, voir notamment Michel WINOCK, *La France républicaine. Histoire politique XIX^e-XXI^e siècles*, Paris, Robert Laffont, 2017.

(91) Fernand Neuray (1873-1934) est un journaliste belge. Il est le fondateur du journal *La Nation belge*. Daniel RYELANDT, « Neuray (Hyacinthe Fernand) », dans *Biographie nationale*, t. 35, 1969, col. 609-614.

(92) *La Nation belge* est un journal quotidien fondé par Fernand Neuray en 1918. Il disparaît en 1956. Source : Lionel BERTELSON, *Tableau chronologique des journaux belges. Essai*, Bruxelles, Maison de la presse, 1956, p. 30.

(93) J. PIRENNE, *Mémoires et notes*, op. cit., p. 124-125.

(94) En 1922, Nothomb vante chez Maurras la « netteté de sa vision », la « vigueur de frappe », la « pensée drue, substantielle, quel sens parfait des réalités ». C. VANDERPELEN-DIAGRE, *Écrire en Belgique*, op. cit., p. 65.

(95) « La réforme sociale ne peut s'accomplir que par le rapprochement des classes », dans *La Nation belge*, 22 octobre 1921 ; « Il faut rapprocher la technique et le travail », dans *La Nation belge*, 27 octobre 1921 ; « Le Rôle politique des Comités nationaux », dans *La Nation belge*, 3 novembre 1921 ; « La politique sociale du Parti national populaire », dans *La Nation belge*, 5 novembre 1921.

(96) Le tirage n'est pas disponible pour les années 1920. Cependant, en 1930, le journal dispose encore d'un tirage de 70.000 exemplaires alors que le nationalisme belge est à l'époque moins puissant. Els DE BENS & Karin RAEYMAECKERS, *De pers in België. Het verhaal van de Belgische dagbladpers : gisteren, vandaag en morgen*, Tielt, Lannoo, 2001, 2^e éd., p. 37.

(97) « Parti National Populaire. Un déjeuner politique », dans *Le Soir*, 7 et 8 novembre 1921.

nouée avec le Parti des Classes moyennes⁽⁹⁸⁾, le parti n'arrive pas à dépasser le seuil électoral et obtient à peine 1% des voix au Sénat et à la Chambre aux élections législatives du 20 novembre 1921. Si l'historien affirme dans ses mémoires que cette déroute l'amène à abandonner la politique active⁽⁹⁹⁾, il ne quittera le Comité de Politique nationale que le 15 novembre 1923 à la faveur d'un désaccord avec Pierre Nothomb concernant un coup d'État séparatiste avorté en Rhénanie⁽¹⁰⁰⁾.

L'expert de la question linguistique

Tandis que Jacques Pirenne siège toujours au Comité de Politique nationale, il s'intéresse de plus en plus à la question linguistique belge, thématique sur laquelle il s'est déjà exprimé. L'actualité est alors brûlante : réclamée depuis la fin du XIX^e siècle par le mouvement flamand, la « flamandisation » de l'Université de Gand est acceptée par le gouvernement en mars 1914⁽¹⁰¹⁾. Celle-ci est un enjeu crucial pour le mouvement flamand qui souhaite se doter d'élites « authentiquement flamandes d'esprit et de langue, qui doivent veiller à l'émancipation de leur peuple »⁽¹⁰²⁾. Jusqu'ici, les élites flamandes étaient en effet essentiellement composées de francophones de Flandre qui représentent une « minorité majoritaire »⁽¹⁰³⁾ : minoritaires sur le plan démographique, majoritaires sur le plan économique et culturel. Or, ces élites méprisent la langue flamande, ce qui contribue, d'une part, à accroître l'insécurité linguistique des néerlandophones dans leur propre région et les poussent, d'autre part, à se doter d'une élite qui remplisse son rôle d'émancipation sociale et donc, d'une université néerlandophone⁽¹⁰⁴⁾. Cependant, l'éclatement de la Première Guerre mondiale empêche que la « flamandisation » de l'Université de Gand soit discutée en séance plénière à la Chambre⁽¹⁰⁵⁾. À la sortie de la guerre, la « flamandisation » de l'Université de Gand par les Allemands et la collaboration minoritaire du mouvement flamand avec l'occupant a jeté le

(98) AGR, Het conglomeraatsarchief van de Raad van Vlaanderen, 5570, Le Parti National Populaire – Ce qu'il est, sa doctrine, son programme, Tract du Cartel national du Parti national populaire et du Parti national des Classes moyennes, Bruxelles, 1921.

(99) J. PIRENNE, *Mémoires et notes*, op. cit., p. 124-125.

(100) Pierre Nothomb soutiendra ce coup d'État, y voyant l'opportunité de récupérer la Rhénanie. Même si Jacques Pirenne est enthousiaste à une annexion potentielle de ce territoire, il reprochera à Nothomb d'avoir soutenu des séparatistes qui ne sont pas assez influents. Jean-Baptiste DUROSELLE & André KASPI, *Histoire des relations internationales*, t. 1 : *De 1919 à 1945*, Paris, Armand Colin, 12^e éd., 2017, p. 63-67 ; AGR, Het conglomeraatsarchief van de Raad van Vlaanderen, 5579, Lettre de Jacques Pirenne à Pierre Nothomb, Bruxelles, 15 novembre 1923.

(101) René CAMPÉ, Marthe DUMON & Jean-Jacques JEsPERS, *Radioscopie de la presse belge*, Verviers, Gérard, 1975, p. 203-207.

(102) C. PRÉAUX, *La fin de la Flandre belge*, op. cit., p. 85.

(103) Le terme de « minorité majoritaire » est issu des travaux de l'historien canadien John Farley. Source : *Ibid.*, p. 43.

(104) Bernhard PÖLL, *Francophonies périphériques : histoire, statut et profil des principales variétés du français hors de France*, trad. de l'allemand par Christian OLLIVIER, Paris, L'Harmattan, 2001 (Espaces discursifs), p. 29. À noter que le terme d'insécurité linguistique vient du sociolinguistique américain William Labov.

(105) R. CAMPÉ, M. DUMON & J.-J. JEsPERS, *Radioscopie de la presse belge*, op. cit., p. 207.

discrédit sur ce projet dans l'opinion publique. Si le roi Albert I^{er} mentionne dans son discours du Trône le 22 novembre 1918 que la Flandre obtiendra une université néerlandophone⁽¹⁰⁶⁾, le gouvernement belge est moins enthousiaste, tant et si bien qu'à la fin de l'été 1922, aucune avancée n'a été réalisée en la matière.

Plutôt que de maintenir l'Université (francophone) de Gand et de créer une nouvelle université néerlandophone, comme le souhaiteraient les nationalistes belges afin de maintenir la liberté linguistique et donc, à leurs yeux, l'unité du pays, c'est finalement la proposition de l'homme politique belge Frans Van Cauwelaert, proche du mouvement flamand, qui est retenue et examinée à la Chambre à partir du 19 octobre 1922. Elle préconise la « flamandisation » progressive mais totale de l'Université de Gand. Ce projet provoque l'ire des francophones nationalistes et unitaires dont Jacques Pirenne fait partie. Ce dernier participe le 19 novembre 1922 à Gand à une grande manifestation contre la « flamandisation de l'Université de Gand » qui réunit entre 5000 et 20.000 personnes selon les sources⁽¹⁰⁷⁾. C'est suite à cet événement que l'historien cofonde avec Eugène Eeman, recteur de l'Université de Gand, la Ligue nationale pour la Défense de l'Université de Gand et la liberté des langues. Eeman en devient le président et Pirenne, le secrétaire-général⁽¹⁰⁸⁾. En s'engageant dans ce groupe de pression francophone et unitaire, Jacques Pirenne s'implique donc à nouveau dans le champ politique.

Principale force « anti-flamandisation », la position de la Ligue est directement issue des conceptions historiques de Jacques Pirenne, elles-mêmes issues des thèses de son père. En effet, plus encore que l'unité du pays, c'est l'héritage de la Première Guerre mondiale qui est en jeu pour Jacques Pirenne et sa Ligue : pour eux, néerlandiser l'Université de Gand, c'est réhabiliter la *Flamenpolitik* allemande et vider de son sens le sacrifice des patriotes belges. La *reductio ad teutonicum*⁽¹⁰⁹⁾ est alors agitée parmi les milieux universitaires, francophones et unitaires pour discréditer les revendications du mouvement flamand et maintenir la place du français en Flandre⁽¹¹⁰⁾. Tandis que la proposition Van Cauwelaert est acceptée le 22 décembre 1922 à la Chambre, Jacques Pirenne et sa Ligue décident d'organiser une grande manifestation

(106) Chambre des représentants. Ouverture de la session législative de 1918-1919 (22 novembre 1918). Séance royale : discours du Roi [en ligne], www.plenum.be (28 septembre 2019), date de la consultation.

(107) Le quotidien socialiste gantois *Vooruit* en dénombre 5000 alors que la presse francophone en compte 20.000. Le gouverneur de Flandre Orientale en dénombre lui au moins 8000. Gita DENECKERE, « Turbulentie rond de vernederlandsing van de Gentse universiteit na de Eerste Wereldoorlog. Analyse van een besluitvormingsproces », dans *Handelingen der Maatschappij voor Geschiedenis en Oudheidkunde te Gent*, t. 48, 1995, p. 211-212.

(108) David J. HENSLEY, « One Disaster After Another: The Debate about the University of Ghent as Unfinished Business of the First World War, 1918-1923 », dans Deborah SIMONTON & Hannu SALMI, eds, *Catastrophe, Gender and Urban Experience, 1648-1920*, New York, Routledge, 2017, p. 228.

(109) Expression de Virgile Royen (ULg) afin de désigner le procédé rhétorique qui vise à disqualifier l'argumentaire de quelqu'un en faisant référence à l'Allemagne.

(110) Virgile ROYEN, « 'Gand Français !'. Nationalismes et esprit de corps universitaire en Belgique à l'aube de l'Entre-deux-Guerres : aperçu bibliographique », dans *Contemporanea* [en ligne], t. 40, 2018, 1, www.contemporanea.be (28 septembre 2019), date de la consultation.

nationale prévue le 28 janvier 1923 à Bruxelles. Si cette dernière est un relatif échec, les tracts diffusés par la Ligue aux bourgmestres sont particulièrement éloquents tant ils tiennent d'une culture historique unitariste et francophone : la culture latine est placée au-dessus de la culture germanique, la séparation administrative est brandie telle une menace si l'Université de Gand venait à être « flamandisée » et les membres radicaux du mouvement flamand sont décrits comme des « fanatiques » qui « renient le Drapeau national »⁽¹¹¹⁾.

Alors que la proposition Van Cauwelaert est discutée au Sénat⁽¹¹²⁾, Jacques Pirenne use de stratagèmes tant dans le champ politique qu'intellectuel afin de lutter contre la « flamandisation » de l'Université de Gand, agissant dès lors aussi bien comme personnalité politique que comme historien. En effet, si en mars 1923, pour la revue *Le Flambeau* dirigée par ses collègues de l'ULB Oscar Grosjean⁽¹¹³⁾ et Henri Grégoire⁽¹¹⁴⁾, il rédige en tant qu'expert de la question linguistique un article historique intitulé « Gand et l'Unité nationale » où il explique pourquoi le français doit subsister à l'Université de Gand⁽¹¹⁵⁾ ; en coulisses, Pirenne met les sénateurs sous pression avec une lettre co-rédigée avec Eugène Eeman dans laquelle il mentionne que « seule une solution basée sur le principe de la liberté des langues peut atteindre ce double but [maintenir l'unité nationale et apaiser les esprits] »⁽¹¹⁶⁾. Alors que le Sénat rejette temporairement la proposition Van Cauwelaert le 23 mars 1923 et repousse une potentielle réforme linguistique au mois de juin, Pirenne continue à jouer son rôle d'acteur politique en renvoyant une lettre aux sénateurs. Dans ce nouveau courrier, il brandit la menace d'une séparation administrative si Gand venait à être « flamandisée »⁽¹¹⁷⁾ : Pirenne fait alors explicitement référence à la situation belge lors de la Première Guerre mondiale.

Les choses n'évoluent cependant pas exactement comme Pirenne l'aurait espéré. Sous l'impulsion du nouveau ministre catholique des Sciences et des Arts, Pierre Nolf, une proposition de régime linguistique séduit assez

(111) AGR, Het conglomeraatsarchief van de Raad van Vlaanderen, 5584 : dossier « Ligue nationale pour l'Unité belge », documentatie inzake de activiteiten en betreffende zijn persoonlijke bijdrage aan de werking van deze drukkingsgroep. 1923-1927, Tract de la Ligue nationale pour la défense de l'Université de Gand et de la liberté des langues en faveur de la manifestation nationale du 28 janvier 1923, s.l.n.d. [1922-1923].

(112) G. DENECKERE, « Turbulentie rond de vernederlandsing van de Gentse universiteit », *op. cit.*, p. 215.

(113) Oscar Grosjean ou Grojean (1875-1950) est un historien et professeur d'université belge. Il est co-fondateur et co-directeur de la revue *Le Flambeau*. Il enseigne à l'Université libre de Bruxelles. Paul DELFORGE, « Oscar Grosjean », dans *Connaitre la Wallonie*, <http://connaitrelawallonie.wallonie.be/fr/wallons-marquants/dictionnaire/grosjean-oscar#>. XTQrmJMzZ-U (15 mai 2019), date de la consultation.

(114) Henri Grégoire (1881-1964) est un historien, byzantiniste et professeur d'université belge. Il co-fonde et co-dirige la revue *Le Flambeau*. Il enseigne à l'Université libre de Bruxelles. A. LEROY-MOLINGHEN, « Grégoire (Clément Gustave Henri) », *op. cit.*, col. 554-575.

(115) J. PIRENNE, « Gand et l'Unité Nationale », dans *Le Flambeau*, t. 1, mars 1923, 3, p. 249-256.

(116) AGR, Het conglomeraatsarchief van de Raad van Vlaanderen, 5584, Lettre de la Ligue nationale pour la défense de l'université de Gand et la liberté des langues aux sénateurs, Bruxelles, 12 mars 1923.

(117) *Ibid.*, Lettre de la Ligue nationale pour la défense de l'université de Gand et la liberté des langues aux sénateurs, Bruxelles, 7 mai 1923.

rapidement les sénateurs : le dédoublement des facultés, la « flamandisation » de l'administration et le régime du « deux tiers – un tiers » (deux tiers des cours en français ou en néerlandais, le tiers restant dans l'autre langue). Celle-ci est adoptée en juillet 1923⁽¹¹⁸⁾. Vécu comme un pas posé envers l'unilinguisme et la séparation administrative du pays, l'historien réagit assez rapidement sur le plan politique puisque le 30 août 1923, lors d'une réunion à Gand, les membres de la Ligue valident la proposition de Pirenne de créer une École des Hautes Études à Gand où les cours supprimés de l'Université de Gand se donneraient exclusivement en français⁽¹¹⁹⁾. Inaugurée le 25 novembre 1923, il est intéressant de constater que dans le discours d'ouverture de Pirenne, cet acte fondamentalement politique est sous-tendu par un discours historique dans lequel il justifie la nécessité de la francophonie en Flandre :

« La Ligue ne pouvait faiblir cependant. Elle avait compris, en effet, que la disparition d'un enseignement supérieur de langue française en pays flamand, constitue une menace grave pour l'avenir du pays, en même temps qu'une perte irréparable au point de vue de la formation intellectuelle. De tout temps, le pays flamand a dû l'originalité de son développement intellectuel et artistique au fait que – tout en étant d'origine germanique et accessible aux influences et à la civilisation du Nord de l'Europe – il a vécu en relations étroites avec les provinces wallonnes et avec la langue et la civilisation française. La Flandre s'est trouvée ainsi être le point de contact des civilisations d'origine latine et des civilisations germaniques et anglo-saxonnes. L'Université de Gand a puissamment contribué à maintenir ce contact profond »⁽¹²⁰⁾.

Si Jacques Pirenne se montre discret jusqu'en 1929, ce n'est pas pour autant qu'il se désintéresse de la question linguistique. Au contraire, il n'hésitera pas à directement mêler son métier d'historien à son activité politique. Son réseau lui est alors d'une grande aide : en effet, c'est via son ami Armand Wullus-Rudiger⁽¹²¹⁾ que Jacques Pirenne arrive à obtenir en janvier 1925, via un vendeur allemand, les archives du *Raad van Vlaanderen*⁽¹²²⁾ (Conseil de Flandre), la principale instance activiste flamande sous tutelle allemande

(118) R. CAMPÉ, M. DUMON & J.-J. JEsPERS, *Radioscopie de la presse belge*, op. cit., p. 209.

(119) AGR, Het conglomeraatsarchief van de Raad van Vlaanderen, 5584, Note interne de la Ligue nationale pour la défense de l'Université de Gand, Bruxelles, 31 août 1923.

(120) « Une grandiose manifestation nationale : l'Inauguration de l'École des Hautes Études », dans *La Flandre libérale*, 26 et 27 novembre 1923.

(121) Jacques Armand Wullus-Rudiger (1893-1969) est un historien et professeur de langue germanique à l'Athénée royal de Bruxelles. Un de ses livrets est à l'origine du film *Le carillon de la liberté* réalisé par Gaston Roudès : « Jacques-Armand Wullus Rudiger (1893-...) », dans *Bnf.fr*, https://data.bnf.fr/13073582/jacques-armand_wullus-rudiger/ (20 mars 2019), date de la consultation ; « Wullus-Rudiger, Jacques-Armand (1893-1969) », dans *ViaF.org*, <https://viaf.org/viaf/45191096/> (24 juillet 2019), date de la consultation ; H.D. MOMMAERT & L. VANDEWEYER, « Wullus, Armand », op. cit.

(122) Le *Raad van Vlaanderen*, ou Conseil de Flandre, est la principale instance activiste collaboratrice durant la Première Guerre mondiale. D'abord sous tutelle allemande, l'assemblée déclare unilatéralement l'indépendance de la Flandre le 22 décembre 1917. Cela provoquera la fin du Conseil. H.D. MOMMAERT, « Raad van Vlaanderen (1917-1918) », dans *NevB online*, [https://nevb.be/wiki/Raad_van_Vlaanderen_\(1917-1918\)](https://nevb.be/wiki/Raad_van_Vlaanderen_(1917-1918)) (22 décembre 2020), date de la consultation. Voir aussi Lode WILS, *Onverfranst, onverduist? Flamenpolitik, activisme, frontbeweging*, Kalmthout, Pelckmans, 2014.

durant la Première Guerre mondiale ⁽¹²³⁾. En parallèle de ses activités d'universitaire et d'avocat, Pirenne les dépouille durant trois années et les fait publier le 20 septembre 1928 grâce à une levée de fonds de la désormais Ligue nationale pour l'Unité belge ⁽¹²⁴⁾. En supplément de cette publication, un *Aperçu historique sur l'Activisme* paraît en 1929 ⁽¹²⁵⁾.

Si une édition de sources et un aperçu historique produits dans le cadre d'un groupe de pression posent déjà question, Pirenne n'hésite pas à y mélanger savoir historique et considérations plus personnelles avec une frontière poreuse entre histoire et mémoire ⁽¹²⁶⁾. L'historien mentionne que « la publication des Archives du Conseil de Flandre ne doit pas être considéré comme l'épisode d'une lutte politique, mais comme une œuvre historique » ⁽¹²⁷⁾ ; pourtant, il semble avoir du mal à se départir de ses préconceptions. Lorsqu'il parle de la « flamandisation » de l'Université de Gand, l'historien parle de « masque [séparatiste] définitivement jeté ». Concernant le Conseil de Flandre, il en parle comme un groupe qui n'arrive pas à se sortir de « l'incohérence politique où il se débattait », qui « sombre dans le ridicule », qui est « incapable de se mettre d'accord sur aucune formule » et qui doit organiser des élections pour « cesser de remplir le rôle un peu ridicule d'Assemblée sans pouvoir ». Pirenne n'hésite pas à décrire une tentative de manifestation contre le Cardinal Mercier (16 septembre 1917) comme le révélateur d'une « faiblesse lamentable de l'activisme » ⁽¹²⁸⁾. Le comité de publication, censé contrôler la scientificité du propos, semble également problématique : composé d'Henri Pirenne, Herbert Speyer, Charles Terlinden ou encore Hubert Van Houtte, ces professeurs d'université sont tous membres de la Ligue nationale. Témoignant d'une histoire contemporaine balbutiante et profondément ancrée dans les débats sociaux ⁽¹²⁹⁾, ce travail est finalement plus un acte mémoriel posé en faveur de la mémoire dominante belge et instrumentalisé face à une mémoire activiste concurrente ⁽¹³⁰⁾, qu'un réel ouvrage scientifique.

La sortie de cette publication est concomitante à la montée du *Frontpartij* ⁽¹³¹⁾ lors des élections du 26 mai 1929, qui propulse à nouveau les

(123) J. PIRENNE, *Mémoires et notes*, op. cit., p. 131-132.

(124) La Ligue nationale pour la Défense de l'Université de Gand et de la liberté des langues est renommée Ligue nationale pour l'Unité belge le 20 juin 1925. M. DE WAELE, « Ligue nationale », op. cit.

(125) LIGUE NATIONALE POUR L'UNITÉ BELGE (J. PIRENNE), *Aperçu historique sur l'activisme*, Bruxelles, Dewarichet-Lamertin, 1929.

(126) Voir C. PROCHASSON, *L'empire des émotions*, op. cit., p. 210.

(127) LIGUE NATIONALE POUR L'UNITÉ BELGE (J. PIRENNE), *Aperçu historique*, op. cit., p. 9.

(128) *Ibid.*, p. 50, 58, 61, 81 et 91.

(129) E. WITTE, « Pioniers en pionierswerk. De Belgische contemporaine vakgeschiedenis tussen 1890 en het midden van de jaren 1950 », op. cit., p. 66-70.

(130) Voir le cadre théorique des *memory figurations* : Philippe PERCHOC, « European Memory Beyond the State: Baltic, Russian and European Memory Interactions (1991-2009) », dans *Memory Studies*, t. 12, 2018, 6, p. 678-681.

(131) Le *Vlaamsche Front*, plus connu sous le nom de *Frontpartij* (« Parti du Front »), est un parti flamingant issu du Frontbeweging (« Mouvement du Front » ou « Frontisme ») qui s'opposait à la gestion de l'armée en français. Capitalisant sur ce large mouvement sur le front de l'Yser, le Frontpartij est un mouvement autonomiste flamand. Bruno DE WEVER, « Vlaamsche Front, het », dans *NevB online*, https://nevb.be/wiki/Vlaamsche_Front,_Het (11 février 2019), date de la consultation.

revendications du mouvement flamand sur le devant de la scène ⁽¹³²⁾. Pirenne a cependant devancé cette poussée électorale puisqu'en plus de la publication des archives du Conseil de Flandre, l'historien s'est vu offert une tribune par le journal *Le Soir* afin de présenter, en tant qu'expert, son projet de statut linguistique. Le tout paraît sous la forme d'une série d'articles intitulée « Il faut doter le pays d'un statut linguistique » où l'historien propose, d'une part, de maintenir le français à l'Université de Gand ainsi qu'une certaine liberté des langues en matière juridique, administrative, d'armée et d'enseignement et, d'autre part, d'ériger le néerlandais en langue officielle de la Flandre tout en créant un droit des minorités (officialisation des deux langues si 20 % de la population d'une commune le réclame) ⁽¹³³⁾, ce qui alimente la crainte de l'*olievlek* ⁽¹³⁴⁾ en Flandre. Face à la remise en cause du régime linguistique Nolf, Pirenne est chargé par la Ligue nationale pour l'Unité belge, désormais présidée par l'historien Charles Terlinden ⁽¹³⁵⁾, de rédiger son statut officiel vis-à-vis de la question linguistique. Le secrétaire-général reprend alors simplement ses écrits du *Soir* en ajoutant une référence aux élections du 26 mai : le tout est édité dans un livret sobrement nommé « Il faut doter le pays d'un statut linguistique » ⁽¹³⁶⁾.

Le gouvernement catholique-libéral Jaspar II ⁽¹³⁷⁾ ne suit pourtant pas la même logique que l'historien puisqu'il décide de néerlandiser complètement l'université, mettant par ailleurs fin au régime Nolf. L'accord doit alors être signé le 25 novembre 1929 entre le catholique Henri Jaspar, Premier ministre et le libéral Maurice Vauthier, ministre des Sciences et des Arts ⁽¹³⁸⁾. Proche du Parti libéral, Pirenne arrive à obtenir, en compagnie de Charles Terlinden, une entrevue avec Henri Jaspar. Les deux historiens y mettent leur expertise au service de leurs desseins politiques car ils justifient les dangers de la « flamandisation » par l'histoire : elle représenterait une menace pour l'unité

(132) C. PRÉAUX, *La fin de la Flandre belge*, op. cit., p. 106.

(133) J. PIRENNE, « Il faut doter le pays d'un statut linguistique. I. Flamingantisme et nationalisme flamand », dans *Le Soir*, 12 février 1929 ; ID., « Il faut doter le pays d'un statut linguistique. II. Les erreurs à écarter », dans *Le Soir*, 13 février 1929 ; ID., « Il faut doter le pays d'un statut linguistique. III. La solution (suite) », dans *Le Soir*, 14 février 1929 ; ID., « Il faut doter le pays d'un statut linguistique. IV. La solution (suite) », dans *Le Soir*, 15 février 1929.

(134) Gaston DURNEZ, « Olievlek », dans *NevB online*, <https://nevb.be/wiki/Olievlek> (22 décembre 2020), date de la consultation.

(135) Charles Terlinden (1978-1972), dit vicomte Terlinden, est un historien et professeur d'université belge. Il donne cours à l'Université de Louvain. Durant l'entre-deux-guerres, il s'engage dans la Ligue nationale pour l'Unité belge et écrit dans de nombreuses revues et journaux périodiques (XX^e siècle, *Revue catholique des idées et des faits*, voire parfois des journaux classés à l'extrême-droite). Catholique convaincu, c'est également un sympathisant de la royauté belge. Durant sa carrière, il reçut de nombreuses distinctions et prix de diverses institutions. Henri HAAG, « Terlinden, Charles, Alexis, Jacques, Joseph, Marie », dans *Nouvelle biographie nationale*, t. 3, 1995, p. 323-325 ; E. WITTE, « Pioniers en pionierswerk. De Belgische contemporaine vakgeschiedenis tussen 1890 et het midden van de jaren 1950 », op. cit., p. 69.

(136) J. PIRENNE, *Mémoires et notes*, op. cit., p. 140-141 ; LIGUE NATIONALE POUR L'UNITÉ BELGE (J. PIRENNE), *Il faut doter le pays d'un statut linguistique*, Bruxelles, Dewarichet, 1929.

(137) E. GERARD, *La Démocratie rêvée*, op. cit., p. 254.

(138) G. DENECKERE, « Turbulentie rond de vernederlandsing van de Gentse universiteit », op. cit., p. 221.

belge, favoriserait la séparation du pays et serait un prolongement des thèses allemandes à caractère ethnique durant la Première Guerre mondiale⁽¹³⁹⁾. Si la rencontre est un échec, l'historien n'abdique pourtant pas, quitte à influencer directement dans le champ politique à proprement parler. En effet, tandis que le ministre des Affaires étrangères Paul Hymans demande un délai supplémentaire afin de pouvoir présenter l'accord à la « base libérale », Pirenne est convié à la réunion du 30 novembre de la Fédération libérale de Bruxelles. S'il n'a aucun statut au Parti, il dispose alors de soutiens libéraux : Paul-Émile Janson⁽¹⁴⁰⁾ épouse la position de Pirenne en matière linguistique dans une correspondance privée⁽¹⁴¹⁾ et l'influent bourgmestre de Bruxelles Adolphe Max le nomme dans le groupe « XII », un groupe libéral de réflexion où siègent Janson et Hymans⁽¹⁴²⁾.

Lors de cette réunion, l'universitaire parvient à faire voter un amendement qui prévoit l'introduction du bilinguisme dans l'enseignement primaire et moyen lorsque la minorité est suffisante⁽¹⁴³⁾. Cet amendement est également admis le lendemain au Conseil national du Parti libéral⁽¹⁴⁴⁾ qui est présidé par Octave Dierckx, un proche de Pirenne⁽¹⁴⁵⁾. Face à ce contretemps, Jaspar décide de poser sa démission auprès d'Albert I^{er}, qui la refuse, étant sur la même longueur d'onde que son Premier ministre⁽¹⁴⁶⁾. Pirenne continue pourtant d'user de son poids politique en adressant une lettre ouverte aux ministres libéraux où il les appelle à ne pas abandonner le bilinguisme dans l'enseignement⁽¹⁴⁷⁾. Proche de Jacques Pirenne, le président du Parti libéral, Albert Devèze, dépose dans la foulée une proposition de loi inspirée par la Ligue qui prévoit d'associer la flamandisation aux dispositions de bilinguisme en matière d'enseignement⁽¹⁴⁸⁾. Ces initiatives seront pourtant sans succès : le projet Devèze est rejeté par la commission linguistique⁽¹⁴⁹⁾ et la Chambre puis le Sénat confirment la « flamandisation » de l'Université de Gand pour l'année académique 1930-1931⁽¹⁵⁰⁾. Après cet échec dans le champ politique,

(139) AGR, Het conglomeraatsarchief van de Raad van Vlaanderen, 5584, Lettre de Jacques Pirenne et Charles Terlinden à Henri Jaspar, Bruxelles, 21 novembre 1929.

(140) Paul-Émile Janson (1872-1944) est un avocat et homme politique libéral belge. Il fut Premier ministre entre 1937 et 1938. Ginette KURGAN-VAN HENTENRYCK, « Janson (Paul-Émile) », dans *Nouvelle Biographie nationale*, t. 11, 2012, p. 203-205.

(141) AGR, Het conglomeraatsarchief van de Raad van Vlaanderen, 5586, Lettre de Paul-Émile Janson à Jacques Pirenne, Bruxelles, 12 février 1929.

(142) J. PIRENNE, *Mémoires et notes*, op. cit., p. 142.

(143) AGR, Het conglomeraatsarchief van de Raad van Vlaanderen, 5585, Exposé des motifs, s.l.n.d. [1929].

(144) X., « Au Conseil national du Parti Libéral. La séance du dimanche après-midi », dans *La Dernière Heure*, 2 décembre 1929.

(145) Archives de l'ULB, Fonds Jacques Pirenne, « La Réforme de l'État... », Lettre du sénateur Octave Dierckx à Jacques Pirenne, Bruxelles, 4 juin 1936.

(146) G. DENECKERE, « Turbulentie rond de vernederlandsing van de Gentse universiteit », op. cit., p. 222.

(147) J. PIRENNE, « Aux ministres libéraux », dans *La Flandre libérale*, 14 décembre 1929.

(148) AGR, Het conglomeraatsarchief van de Raad van Vlaanderen, 5585, Lettre de Jacques Pirenne et Charles Terlinden à Albert Devèze, Bruxelles, 19 décembre 1929.

(149) J. PIRENNE, *Mémoires et notes*, op. cit., p. 143.

(150) G. DENECKERE, « Turbulentie rond de vernederlandsing van de Gentse universiteit », op. cit., p. 222.

l'historien continuera à user de son influence et de son prestige intellectuel afin de défendre ses idéaux avec l'organisations de plusieurs conférences⁽¹⁵¹⁾ ou l'écriture d'articles dans la revue *Le Flambeau*⁽¹⁵²⁾. C'est notamment à cette période que l'historien reprend l'entièreté des thèses de son père afin de prouver, selon lui, « Pourquoi la Flandre est bilingue ? ».

Pourtant, au terme d'une énième crise gouvernementale, le nouveau gouvernement du catholique Jules Renkin, regroupant catholiques et libéraux⁽¹⁵³⁾, proclame le 15 juin 1931 l'unilinguisme des régions tout en maintenant une connaissance minimale du français en Flandre avec l'organisation de 40 % des cours en français dans l'enseignement moyen flamand⁽¹⁵⁴⁾. Ce dernier revers provoque alors la disparition *de facto* de la Ligue nationale pour l'Unité belge.

La tentation du rexisme : un mouvement en quête d'expertise

Conjugué au contexte belge et international, ce nouvel échec pousse l'historien à renouer avec les positions du Comité de Politique nationale et du Parti national populaire afin de défendre à nouveau l'unité de sa patrie. Les années 1930 sont alors marquées par une importante récession économique suite au krach boursier de 1929⁽¹⁵⁵⁾, une remise en cause des régimes parlementaires et la montée du nationalisme et de l'autoritarisme⁽¹⁵⁶⁾. La Belgique n'échappe pas au phénomène. Tandis qu'au nord du pays, le *Vlaams Nationaal Verbond* (VNV) est fondé en 1933 par le nationaliste flamand Staf Declercq, un autre parti d'extrême-droite connaît un essor sans précédent en Wallonie et à Bruxelles : le parti rexiste. Fondé par Léon Degrelle, *Rex* est à l'origine une maison d'édition catholique qui rompt progressivement avec le parti catholique jusqu'à se transformer en parti de masse. Le mouvement tire profit de la défiance envers les régimes parlementaires et des scandales politico-financiers qui secouent la Belgique⁽¹⁵⁷⁾ pour décliner sa propagande autoritaire, antisystème, antipartis et antisémite⁽¹⁵⁸⁾ matérialisée par son slogan « Contre tous les pourris, contre tous les partis, votez Degrelle » et le symbole qui y est associé, un balai⁽¹⁵⁹⁾. Le jeune Degrelle voue alors une

(151) Archives de l'ULB, Fonds Jacques Pirenne, « Jacques Pirenne et la Question Linguistique », Conférence faite à l'Union coloniale à Bruxelles le 1-2-1931 sur la Question linguistique ne doit pas diviser les Belges, Bruxelles, 1^{er} février 1930.

(152) J. PIRENNE, « Pourquoi la Flandre est bilingue ? », dans *Le Flambeau*, t. 1, février 1930, 3, p. 138-153 ; ID., « Le Parti libéral et les Projets scolaires du Gouvernement », dans *Le Flambeau*, t. 3, octobre 1930, 17, p. 1-7.

(153) E. GERARD, *La Démocratie rêvée*, op. cit., p. 254.

(154) R. CAMPÉ, M. DUMON & J.-J. JESPERS, *Radioscopie de la presse belge*, op. cit., p. 278.

(155) Pierre-Cyrille HAUTCÆUR, *La crise de 1929*, Paris, La Découverte, 2009 (Repères. Histoire, 538).

(156) E. GERARD, *La Démocratie rêvée*, op. cit., p. 188-189.

(157) Henriette SCHOETERS, « Les interventions de crise et les collusions politico-financières en Belgique entre 1930 et 1940 », dans *Revue belge d'Histoire contemporaine*, t. 7, 1976, p. 440-443.

(158) Giovanni F. DI MURO, *Léon Degrelle et l'aventure rexiste (1927-1940)*, Bruxelles, Pire, 2005 (Voix de l'Histoire), p. 105-110.

(159) Margot BRULARD & Lucas SINNAEVE, « Au cœur de la Belgique occupée. La démocratie en crise ? », dans *BelgiumwwII.be* [en ligne] (30 septembre 2019), date de la consultation.

admiration à l'Italie fasciste et s'inspire des thèses maurassiennes de l'Action française⁽¹⁶⁰⁾.

Après son échec cuisant concernant la question linguistique, Jacques Pirenne semble considérer la montée du rexisme et les scandales qui touchent le régime belge comme une aubaine afin de décliner à nouveau ses thèses unitaires et antiparlementaires développées auprès de Nothomb et finalement plutôt proches de Maurras. Il profite alors de sa place dans le comité de rédaction de la revue *Le Flambeau* dirigée par ses amis et collègues de l'Université libre de Bruxelles afin de présenter, le 5 mai 1936, sa réforme institutionnelle pour « guérir » le parlementarisme. Pirenne se place alors à nouveau dans sa position d'historien-expert afin de justifier des mesures plus politiques. En effet, il commence son article par une brève introduction politique en revenant à la genèse et à la gloire du régime parlementaire, que ce soit dans la Constitution belge de 1830, l'Empire britannique ou le début de la Troisième République en France⁽¹⁶¹⁾. Cependant, Pirenne en vient rapidement à sa thèse principale : ce régime, qui fut grand, serait manifestement « décadent »⁽¹⁶²⁾, une référence implicite aux scandales qui secouent la Belgique. Critiquant la centralisation étatique, l'historien propose d'une part, un régime strictement unitaire et autoritaire où les ministres sont nommés par le roi et d'autre part, un corporatisme décentralisé similaire à ses propositions au Parti national populaire⁽¹⁶³⁾. Au demeurant, l'historien n'hésite pas à se faire le porte-parole d'une rhétorique proche du rexisme puisqu'il décrit un parlementarisme malade, décadent, dictatorial et pointe du doigt une « oligarchie politico-financière » qui corrompt les mœurs politiques⁽¹⁶⁴⁾. À travers cet article, Pirenne s'inscrit dans l'inflexion de la ligne éditoriale de la revue : traditionnellement libérale, elle s'enthousiasme modérément vis-à-vis de la campagne des « pourris » de Degrelle et n'hésite pas à offrir une tribune au journaliste néo-rexiste Pierre Daye⁽¹⁶⁵⁾.

Aux élections législatives du 26 mai 1936, les forces politiques classiques subissent une importante défaite qui profite aux partis dits « non-traditionnels » (Rex, VNV, Parti communiste). À lui seul, Rex obtient 21 sièges. Au lendemain de ce succès rexiste, Jacques Pirenne appelle le Parti libéral à tenir compte de ce signal et de renoncer au pouvoir⁽¹⁶⁶⁾. Du côté des rexistes, les propositions de l'historien concernant la réforme du régime ont été particulièrement appréciées. Organe de presse du parti, *Le Pays réel* ira même jusqu'à relayer ses propos en les présentant comme une contribution de l'historien au journal, ce qui irritera Pirenne⁽¹⁶⁷⁾. Deux jours à peine après la publication du *Pays*

(160) G.F. DI MURO, *Léon Degrelle, op. cit.*, p. 55, 70-71, 75.

(161) J. PIRENNE, « Le Régime Parlementaire doit être réformé », dans *Le Flambeau*, t. 1, mai 1936, 5, p. 582-584.

(162) *Ibid.*, p. 584.

(163) *Ibid.*, p. 585-588, 598-614.

(164) *Ibid.*, p. 589-598.

(165) Pierre DAYE, « Pourquoi je suis Rexiste », dans *Le Flambeau*, t. 1, avril 1936, 4, p. 484-493.

(166) J. PIRENNE, « Contre la Participation. Lettre ouverte à M. Léon Dens, président du Conseil national du Parti libéral », dans *Le Flambeau*, t. 1, juin 1936, 6, p. 698-704.

(167) Dans une note concernant l'article du *Pays réel*, Pirenne déclare « Ceci est une fraude. Je n'ai pas écrit cet article. C'est un résumé fait par le journal qui le signe de mon nom comme si je l'avais écrit. J.P. ». Archives de l'ULB, Fonds Jacques Pirenne, « La

réel, Léon Degrelle, en quête d'expertise, approche Jacques Pirenne pour lui offrir un poste de sénateur coopté sous la bannière rexiste. En suivant le récit de cet épisode dans les mémoires de l'historien, Pirenne se serait entretenu de cette proposition avec de nombreuses personnalités, l'aurait refusée suite à une réunion rexiste à laquelle il aurait assisté et aurait finalement désavoué immédiatement le mouvement⁽¹⁶⁸⁾. Pourtant, en analysant les archives à disposition, cette version est problématique. Si Pirenne a pu être choqué par un meeting rexiste, Degrelle avait déjà mis en avant sa posture de leader autoritaire et même si le flou résidait autour du programme de Rex, ses propositions et sa rhétorique s'orientaient vers l'autoritarisme. L'historien affirme qu'il aurait immédiatement désavoué le rexisme : pourtant, le 11 juillet 1936, alors qu'il a déjà refusé l'offre de Degrelle, Jacques Pirenne fait l'éloge dans une interview des « côtés excellents » du mouvement et de son « effort de purification », mettant simplement en avant qu'il aurait refusé l'offre pour « convenance personnelle » et que, de toute façon, sa présence au Sénat aurait été inutile puisque le mouvement n'est pas encore assez fort pour faire passer ses réformes⁽¹⁶⁹⁾. Il faudra attendre près de dix mois après son refus pour que Pirenne rédige « Où mène le Rexisme ? », article dans lequel il condamne le rexisme⁽¹⁷⁰⁾ sans pour autant le signer officiellement⁽¹⁷¹⁾. Ce court rapprochement lui vaudra quelques déboires dans le monde universitaire puisque certains chercheurs n'hésiteront pas à l'accuser de complaisance vis-à-vis de l'extrême-droite⁽¹⁷²⁾.

Ses liens avec le rexisme sont finalement assez complexes. Il est possible que l'historien fût dans un premier temps séduit par l'antiparlementarisme, le nationalisme belge et l'effort de purification des mœurs politiques de Degrelle et qu'il y ait perçu une opportunité de défendre sa grande réforme unitaire et corporatiste, faisant passer ses propositions du champ intellectuel vers la réalité du terrain politique. L'autoritarisme grandissant du mouvement l'aurait finalement amené à s'en détacher.

Réforme de... », Note de Jacques Pirenne concernant l'article du *Pays réel* du 10 juin 1936, s.l.n.d. [1936].

(168) J. PIRENNE, *Mémoires et notes*, op. cit., p. 151-152.

(169) « L'exécutif et le législatif. Le régime parlementaire doit être profondément modifié, nous dit le professeur Jacques Pirenne. Il faut éliminer la politique proprement dite de l'administration du pays », dans *La Flandre libérale*, 11 juillet 1936.

(170) LE FLAMBEAU (J. PIRENNE), « Où mène le Rexisme ? », dans *Le Flambeau*, t. 1, avril 1936, 4, p. 386-405.

(171) L'article est signé *Le Flambeau* et Pirenne intègre le comité de direction suite à cet article. Il mentionne cet épisode dans sa correspondance avec Henri Grégoire. Archives de l'ULB, Fonds Jacques Pirenne, « Correspondance scientifique (1936-1940) », Lettre de Jacques Pirenne à Henri Grégoire, Bruxelles, 1^{er} avril 1940.

(172) Archives de l'ULB, Fonds Jacques Pirenne, « Correspondance scientifique... », Lettre de Jacques Pirenne à Henri Vander Linden, Bruxelles, 30 octobre 1936 ; J. PIRENNE, *Mémoires et notes*, op. cit., p. 152.

Conclusion

L'engagement politique de Jacques Pirenne durant l'entre-deux-guerres est profondément marqué par ses croyances en une Belgique unitaire et une Flandre bilingue. L'universitaire évolue alors dans un microcosme intellectuel francophone, faisant partie des élites et confronté au bilinguisme qui possède les mêmes ambitions : l'unité du pays et le maintien du bilinguisme en Flandre. Au-delà de renforcer ses convictions, Pirenne a pu s'appuyer sur ce réseau afin de faciliter son entrée dans le champ politique ou intellectuel : c'est ce tissu relationnel qui lui a permis d'écrire autant dans *Le Flambeau* ou de s'inviter à la Fédération libérale de Bruxelles. Les convictions de Pirenne se répercutent dans son écriture de l'histoire. Fortement influencé par les thèses unitaristes de son père Henri Pirenne, son costume d'historien professionnel est régulièrement endossé afin de servir sa vision politique. Oscillant entre l'histoire et la mémoire, Pirenne présente le métarécit d'une Belgique unie depuis l'époque bourguignonne et d'une Flandre bilingue à travers l'histoire afin de pouvoir défendre des projets politiques contemporains. Cependant, ces visions ne se répercutent pas directement dans le travail scientifique à proprement parler de Pirenne mais plutôt dans des écrits de vulgarisation, voire dans des productions financées par des organismes politiques. À cet égard, la publication des archives du *Raad van Vlaanderen* est un exemple manifeste puisque la parution de ce travail « historico-mémoriel » vient servir les intérêts de Pirenne et de sa Ligue nationale pour l'Unité belge. Son expertise est alors régulièrement mise au service des groupes de pression auxquels Pirenne adhère. D'expert historique au Comité de Politique nationale, l'historien devient idéologue du Parti national populaire : sa crédibilité et ses compétences lui permettent dès lors de développer un véritable programme politique avec de grandes réformes institutionnelles en vue de lutter contre les revendications flamandes et maintenir une Belgique forte et unie. Face au risque de « flamandisation » de l'Université de Gand, l'historien devient ensuite l'expert de la question linguistique, n'hésitant pas à agir dans le champ intellectuel en démontrant l'importance historique du français en Flandre, mais également dans le champ politique en faisant pression sur des sénateurs ou en s'invitant aux réunions du Parti libéral. Suite à ce nouvel échec, Pirenne renoue alors avec ses inspirations maurassiennes face à la montée du rexisme qui lui offre une opportunité de faire passer ses idées politiques du champ intellectuel au champ politique. L'expérience est cependant rapidement avortée.

Annexe 1 : Réseaux de Jacques Pirenne – Fiches d'identité

Nom	Prénom	Année de naissance	Lieu de naissance	Région de naissance	Langue maternelle	Orientation politique	Principales activités	Niveau du diplôme
Bidez	Joseph	1867	Frameries	Wallonie	Français	Nationaliste belge libéral	Professeur d'université	Universitaire
De Saegher	Rodolphe	1871	Gavere	Flandre	Français	Nationaliste belge libéral	Homme politique, avocat, artiste	Universitaire
Dierckx	Octave	1882	Anvers	Flandre	Français	Nationaliste belge libéral	Homme politique	Universitaire
Eeman	Eugène	1856	Gand	Flandre	Français	Nationaliste belge	Professeur d'université et recteur	Universitaire
Errera	Alfred	1886	Bruxelles	Bruxelles	Français	Nationaliste belge	Professeur d'université	Universitaire
Gérard	Max-Léo	1879	Liège	Wallonie	Français	Nationaliste belge libéral	Homme politique, secrétaire du Roi	Universitaire
Grégoire	Henri	1881	Huy	Wallonie	Français	Libéral	Professeur d'université	Universitaire
Grojean	Oscar	1875	Dison	Wallonie	Français	Libéral	Professeur d'université	Universitaire
Hymans	Paul	1865	Ixelles	Bruxelles	Français	Libéral	Homme politique, professeur d'université	Universitaire
Janson	Paul-Émile	1872	Bruxelles	Bruxelles	Français	Libéral	Homme politique, professeur d'université	Universitaire
Max	Adolphe	1869	Bruxelles	Bruxelles	Français	Libéral	Homme politique	Universitaire
Neuray	Fernand	1874	Étalle	Wallonie	Français	Nationaliste belge catholique	Directeur de presse	Secondaire (université interrompue)

Nothomb	Pierre	1887	Tournai	Wallonie	Français	Nationaliste belge catholique	Homme politique, écrivain, journaliste	Universitaire
Pirenne	Henri	1867	Verviers	Wallonie	Français	Nationaliste belge libéral	Professeur d'université	Universitaire
Pirenne	Jacques	1891	Gand	Flandre	Français	Nationaliste belge libéral	Avocat, Professeur d'université	Universitaire
Terlinden	Charles	1878	Schaerbeek	Bruxelles	Français	Nationaliste belge catholique	Professeur d'université	Universitaire
Van Goethem	Leo	1887	Beveren	Flandre	Français/ néerlandais	Nationaliste belge	Journaliste	Universitaire
Wullus-Ru- diger	Jacques Armand	1893	Louvain	Flandre	Français/ néerlandais	Nationaliste belge	Professeur dans l'enseignement moyen	Universitaire

Source: Claire BERNARD, « Max (Adolphe Eugène Henri) », dans *Biographie nationale*, t. 30, 1958, col. 551-568 ; Paul DELFORGE, « Oscar Grosjean », dans *Connaître la Wallonie* [en ligne], octobre 2011 (20 octobre 2019), date de la consultation ; Robert FENAUX, « Hymans (Paul) », dans *Biographie nationale*, t. 29, 1956, col. 712-718 ; François-Louis GANSHOF, « Pirenne (Henri) », dans *Biographie nationale*, t. 30, 1958, col. 671-722 ; Jean GODEAUX, « Gérard, Henri, Leo, Max, dit Max-Léo », dans *Nouvelle Biographie nationale*, t. 8, 2010, p. 156-160 ; Lucien GODEAUX, « Errera (Jacques-Joseph Alfred) », dans *Biographie nationale*, t. 37, 1971, col. 269-271 ; Henri HAAG, « Terlinden, Charles, Alexis, Jacques, Joseph, Marie », dans *Nouvelle Biographie nationale*, t. 3, 1995, p. 323-325 ; « Jacques-Armand Wullus Rudiger (1893-...) », dans *Bnf.fr* [en ligne] (18 novembre 2019), date de la consultation ; Ginette KURGAN-VAN HENTENRYCK, « Janson (Paul-Émile) », dans *Nouvelle Biographie nationale*, t. 11, 2012, p. 203-205 ; « Leo Van Goethem », dans *Pourquoi Pas ?*, 928, 13 mai 1932, p. 1187-1188 ; Alice LEROY-MOLINGHEN, « Grégoire (Clément Gustave Henri) », dans *Biographie nationale*, t. 44, 1985, col. 554-575 ; Hendrik D. MOMMAERT & Luc VANDEWEYER, « Wullus, Armand », dans *NEVB online*, https://nevb.be/wiki/Wullus,_Armand (1^{er} novembre 2019), date de la consultation ; Paul REGNIÈRE, « Eeman (Eugène Williams) », dans *Biographie nationale*, t. 35, 1969, col. 222-225 ; Daniel RYELANDT, « Neuray (Hyacinthe Fernand) », dans *Biographie nationale*, t. 35, 1969, col. 609-614 ; Albert SEVERYNS & Paul MERTENS, « Bidez (Marie Auguste Joseph) », dans *Biographie nationale*, t. 31, 1961, col. 77-80 ; Pierre STÉPHANY, « Nothomb, Pierre, Frédéric, Albert », dans *Nouvelle Biographie nationale*, t. 22, 2014, p. 226-229 ; Willem VAEs, « 'Zoen mij met een zoen van geilheid' : Over het onvindbare Zondige Vleesch (1910) van van Goethem », dans *Rond1900.nl* [en ligne], 16 avril 2017 (1^{er} novembre 2019), date de la consultation ; Paul VAN MOLLE, *Le Parlement belge, 1894-1969*, Ledeborg, 1969, p. 109, 128 ; « Wullus-Rudiger, Jacques-Armand (1893-1969) », dans *VlaF.org*, [en ligne] (24 juillet 2019), date de la consultation.

Annexe 2 – Réseaux de Jacques Pirenne : la question des liens

Nom	Prénom	Lien avec la Flandre	Lien avec Bruxelles	Lien avec CPN	Lien avec la Ligue	Lien avec <i>Le Flambeau</i>	Lien avec l'ULB
Bidez	Joseph	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Non
De Saegher	Rodolphe	Oui	Oui	Non	Oui	Non	Non
Dierckx	Octave	Oui	Oui	Non	Oui	Non	Oui
Eeman	Eugène	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Non
Errera	Alfred	Non	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Gérard	Max-Léo	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
Grégoire	Henri	Non	Oui	Non	Non	Oui	Oui
Grojean	Oscar	Non	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Hymans	Paul	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Janson	Paul-Émile	Non	Oui	Oui	Non	Oui	Oui
Max	Adolphe	Non	Oui	Non	Non	Oui	Oui
Neuray	Fernand	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
Nothomb	Pierre	Non	Oui	Oui	Non	Oui	Non
Pirenne	Jacques	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Pirenne	Henri	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Terlinden	Charles	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
Van Goethem	Leo	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Non
Wullus-Rudiger	Jacques Armand	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non

Source :

AGR, Het conglomeraatsarchief van de Raad van Vlaanderen, 5570 : dossier « Programme social », briefwisseling en documentatie. 1922, Lettre d'Armand Wullus-Rudiger à Jacques Pirenne, Bruxelles, 14 mars 1922 ; 5577 : dossier « Amnistie 19b. Correspondance au sujet du projet de loi d'amnistie. ». Briefwisseling met politici over toekenning van amnestie aan gewezen activisten. 1928, Lettre de Jacques Pirenne à Léo Van Goethem, Bruxelles, 8 novembre 1928 ; 5577 : dossier « Amnistie 19b. Correspondance au sujet du projet de loi d'amnistie ». Briefwisseling met politici over toekenning van amnestie aan gewezen activisten. 1928, Lettre de Jacques Pirenne à Rodolphe de Saegher, Bruxelles, 3 novembre ; 7 novembre ; 9 novembre ; 27 novembre 1928 ; 10 décembre 1928 ; 5 mars 1929 ; 5579 : dossier « Comité de Politique National (mon action) » (1919-1925), Rapport de la rencontre du 22 juillet 1920 entre Henri Puttemans et Jacques Pirenne, délégués du CPN, et Paul Hymans, ministre des Affaires étrangères, Bruxelles, 23 juillet 1920 ; 5584 : dossier « Ligue nationale pour l'Unité belge », documentatie inzake de activiteiten en betreffende zijn persoonlijke bijdrage aan de werking van deze drukingsgroep. 1923-1927, Total

des membres [Ligue], s.l.n.d. [1923] ; 5584 : dossier « Ligue nationale pour l'Unité belge », documentatie inzake de activiteiten en betreffende zijn persoonlijke bijdrage aan de werking van deze drukingsgroep. 1923-1927, Membres du banquet de la Ligue, s.l.n.d. [1923] ; 5588 : dossier met documentatie en tijdschriftnummers uit de Belgicistische beweging, statuten van de École des Hautes Études, programma van de cursussen. 1924-1928, Lettre de Max-Léo Gérard à Jacques Pirenne, Uccle, 25 janvier 1931.

Archives de l'ULB, Fonds Jacques Pirenne, « La Réforme de l'État. Conférences et articles (1921-1939) », Lettre du sénateur Octave Dierckx à Jacques Pirenne, Bruxelles, 4 juin 1936.

Bibliotheca Andana, « Tract du Comité de Politique nationale (Bruxelles, 25 mars 1919) » [en ligne] (22 septembre 2019), date de la consultation.

Le Flambeau, 1919-1940.

Jacques PIRENNE, *Mémoires et notes politiques*, Verviers, Marabout, 1975, p. 115-145.

RÉSUMÉ

Quentin ARRIGONI, *Un historien dans son siècle. L'engagement politique de Jacques Pirenne durant l'entre-deux-guerres en Belgique*

Jacques Pirenne est une figure majeure de l'engagement politique des historiens belges durant l'entre-deux-guerres. Le second fils du célèbre historien Henri Pirenne est lui-même un historien et un fervent défenseur de l'unité nationale et du bilinguisme de la Flandre. Il n'hésite pas à s'engager parmi des groupes de pression et des partis politiques ou à utiliser le passé comme, dans un autre registre, ses différents réseaux pour défendre son projet politique. Jusqu'aujourd'hui, l'engagement politique des historiens représente le parent pauvre de l'histoire des intellectuels en Belgique. L'objectif de cet article consiste à offrir une réflexion sur l'engagement politique des historiens en se focalisant sur le cas de Jacques Pirenne afin de combler ce vide historiographique. L'analyse proposée explorera l'influence des réseaux sur son engagement politique, l'usage qui est fait du passé afin de servir un projet politique ainsi que les modalités employées par Jacques Pirenne lors de son engagement politique afin de défendre l'unité belge et le bilinguisme en Flandre.

Belgique – Pirenne – historien – engagement – Entre-deux-guerres – communautaire – rexisme – nationalisme – réseaux – Gand

ABSTRACT

Quentin ARRIGONI, *An Historian in his Century. Jacques Pirenne's Political Commitment during the Interwar Period in Belgium*

Jacques Pirenne is a major figure with regard to the political commitment of Belgian historians during the interwar period. The second son of the famous historian Henri Pirenne was himself an historian and a fervent defender of the unity of the nation and bilingualism in Flanders. He does not hesitate to engage with pressure groups and political parties. He uses the past as well as his various networks to defend his political project. So far, the political commitment of historians remains a neglected topic in the history of intellectuals in Belgium. In order to fill this historiographical gap, this article aims to reflect on this subject by focusing on the case of Jacques Pirenne. This study explores the influence of Pirenne's networks on his political commitment. This contribution further explores how Pirenne made use of the past in order to serve a political project as well as the methods he used to defend Belgian unity and bilingualism in Flanders.

Belgique – Pirenne – historien – engagement – Interwar period – communauté – rexisme – nationalisme – réseaux – Gand

SAMENVATTING

Quentin ARRIGONI, *Een historicus in zijn eeuw. Het politiek engagement van Jacques Pirenne tijdens het interbellum in België*

Jacques Pirenne is een belangrijk figuur wanneer het gaat over de politieke inzet van Belgische historici tijdens het interbellum. De tweede zoon van de beroemde historicus Henri Pirenne is zelf historicus en een vurig verdediger van de eenheid van de natie en de tweetaligheid van Vlaanderen. Hij twijfelt niet om zich aan te sluiten bij politieke belangengroepen of partijen. Ook gebruikt hij het verleden en zijn verschillende netwerken ter verdediging van zijn politieke project. De politieke inzet van historici blijft onderbelicht in de geschiedenis van intellectuelen in België. Dit artikel wil dit onderwerp nader analyseren aan de hand van de casus van Jacques Pirenne, om zo deze historiografische lacune aan te vullen. Deze studie zal de invloed van de netwerken op het politiek engagement van Jacques Pirenne onderzoeken. Ook Pirennes gebruik van het verleden om een politiek project te dienen en de methodes waarmee hij de Belgische eenheid en tweetaligheid in Vlaanderen verdedigt worden nader onderzocht.

België – Pirenne – historicus – inzet – Interbellum – communautaire – rexisme – nationalisme – netwerken – Gent